

PER  
M-154

# Maintenant



**"the frog who could deal  
with frogs"**

75 cents

numéro 106

mai 1971

# sommaire

## SIGNES DU MOIS

### LES PÉRILS DE L'ÉDUCATION

Serge Carlos ..... 131

### LE SEXE AU CINÉMA QUÉBÉCOIS

Richard Gay ..... 132

### GRAND'PÈRE, VOUS OUBLIEZ VOTRE CHEVAL

Claude Saint-Laurent ..... 132

### LE DERNIER RETRANCHEMENT

#### DU CLÉRICALISME

Jacques Grand'Maison ..... 133

### LE LIEUTENANT CALLEY

#### ET LE MASSACRE DE MARS 1968

Claude Saint-Laurent ..... 134

### TOUTE POLICE EST PAR DÉFINITION SECRÈTE

Serge Carlos ..... 136

## TRUDEAU ET L'ÉCLATEMENT DU CANADA

George P. Grant ..... 137

## LE CANADA ANGLAIS ET L'AUTODÉTERMINATION DU QUÉBEC

Jules Tessier ..... 140

## LES ALTERNATIVES ACTUELLES DE NOTRE DÉVELOPPEMENT

Jacques Grand'Maison ..... 146

## DANIEL BERRIGAN OU DU POÈTE- JÉSUITE AU GEOGRAPHE-ACTIVISTE

Serge Carlos ..... 148

## CE QUE NOUS ATTENDONS DU LANGAGE DE L'ÉGLISE

Fernand Dumont ..... 154

## CHRISTIANISME ET NOUVELLE CULTURE II

Vincent Harvey ..... 157

**Mai 1971  
numéro 106**

## Maintenant

Mensuel publié par LES EDITIONS MAINTENANT INC.

FONDATEUR  
Henri Bradet

DIRECTEUR  
Vincent Harvey

ADJOINTS A LA DIRECTION  
Hélène Pelletier-Baillargeon, Richard Gay

COORDONNATEUR DE LA REDACTION  
Yves Gosselin

SECRETAIRE DE REDACTION  
Laurent Dupont

COMITE DE REDACTION  
Robert Boily, Serge Carlos, Fernand Dumont, Jacques Grand'Maison, Pierre Harvey, Jacques-Yvan Morin, Guy Rocher, Claude Saint-Laurent, Pierre Vadeboncoeur.

CONCEPTION VISUELLE:  
Lise Nantel

IMPRESSION:  
Imprimerie Montréal Offset

DISTRIBUTION:  
Les Messageries Dynamiques Inc.,  
9820 rue Jeanne-Mance, Montréal.  
(514) 384-6401.

#### CONDITIONS D'ABONNEMENT:

|                       |         |
|-----------------------|---------|
| Abonnement d'un an    | \$ 7.00 |
| Abonnement d'étudiant | \$ 5.00 |
| Abonnement de soutien | \$10.00 |

N.B. Les abonnements ne sont enregistrés qu'au reçu du versement.

2715 Chemin Côte Ste-Catherine,  
Montréal 250, P.Q. — (514) 739-2758

Courrier de la deuxième classe  
Enregistrement no 1419

5

## Les périls de l'éducation

Deux maux guettent les intellectuels vieillissants: le cynisme et la complaisance. Pendant la période de contestation étudiante à l'Université de Chicago en 1969, alors que tous les bien-pensants parlaient d'infiltration communiste et d'agitateurs professionnels, Edward Shils, sociologue de la génération qui a donné naissance au fonctionnalisme américain, narguait le système avec cynisme. E. Shils convoqua une conférence de presse pour affirmer sur les ondes nationales de télévision que point n'est besoin d'agitateurs, de nos jours, pour semer la pagaille sur les campus. Selon lui, les communications de masse qui diffusent la nouvelle de la moindre protestation étudiante suffisent à lancer les vagues régulières de mécontentement des étudiants. Voilà pour le cynisme.

Un exemple de complaisance nous

vient de ces intellectuels honnêtes qui embarquent de plain-pied dans le bateau de l'agitation et de l'endoctrinement que lancent certains de nos élus. Maintenant que l'abbé Gérard Dion a remis son rapport, on s'aperçoit qu'il laisse planer les doutes quant à l'existence de l'endoctrinement sans avoir découvert d'autres preuves que des manifestations idiosyncratiques. Quand j'étais au collège, on me vendait la confédération canadienne jusque dans les cours de géographie. Tout allait bien, tout le monde était fédéraliste et catholique, et mes professeurs plus que les autres. Aujourd'hui que d'autres schèmes se propagent chez nos élites, si on les emploie pour lire la réalité et les événements, on verse dans l'endoctrinement. L'abbé Gérard Dion aurait pu essayer d'expliquer aux autorités que le pluralisme existe maintenant chez nous, que chez les étudiants et les professeurs les schémas d'interprétation mettant en question le fédéralisme et le capitalisme sont largement répandus (plus chez les premiers peut-être que chez les seconds). Il aurait pu leur dire que rationnellement, le concept d'endoctrinement est une mauvaise approche de la question, une opérationnalisation qui préfère nommer les choses à les comprendre.

Les événements récents du monde de l'éducation québécois donnent raison à la vision de Shils, le cynique plutôt qu'à celle de Dion, le complaisant. Le mimétisme existe. Aux prises avec une crise dans un grand nombre de lycées français, le Ministère de l'Éducation Nationale de M. Olivier Guichard diffuse l'interprétation selon laquelle ce tapage est le produit d'un petit groupe d'agitateurs. Notre ministre Saint-Pierre qui lit les journaux comme tout le monde, trouve la tactique intéressante et l'utilise quand il se trouve aux prises avec une crise équivalente (par suite des échanges franco-québécois, il se peut que la chronologie soit inverse, mais ce serait du pareil au même). Si un ministre joue à l'imitation, les étudiants et les professeurs peuvent aussi se le permettre.

Ce que Shils ne dit pas c'est que le mimétisme qu'alimentent les

communications de masse, n'est qu'un épiphénomène. Peut-on imaginer notre PDG de l'éducation criant à l'agitation alors que tout serait calme dans les CEGEP québécois? Il faut un minimum de conditions objectives similaires pour qu'un individu ou un groupe emprunte le scénario d'un autre. C'est ici que cynique et complaisant se rejoignent, ils restent au niveau de la nomenclature des situations plutôt que de se rendre aux conditions sous-jacentes qui permettent de les comprendre.

Au sujet de cette crise récente des CEGEP, notre ministre de l'éducation semble avoir été plus subtil que dans le cas des parents se plaignant de l'endoctrinement des professeurs. Voyant que certains administrateurs de CEGEP se relâchaient et se faisaient prendre en faute (injonction réintégrant les étudiants au CEGEP du Vieux-Montréal, attitude anti-syndicale apparente à Saint-Laurent, attitude dictatoriale face aux recommandations de la commission pédagogique à Shawinigan...), le ministre tenta de se donner les outils lui permettant de remplacer les administrateurs trop imprévoyants. Le projet de loi 30 avait cette connotation. Les administrateurs ont gagné du terrain en limitant son application au cas de Saint-Laurent.

De toute façon, toute l'affaire est un guépier. Le remplacement des administrateurs locaux par des administrateurs délégués pose le problème du contrôle des CEGEP par les collectivités locales. Si le régime des collèges sous tutelle gouvernementale devait s'étendre, le ministre devrait affronter un front commun de résistance des groupes impliqués dans la vie des institutions collégiales. Par ailleurs, les erreurs récentes de certaines administrations font apparaître le problème de la signification réelle des structures de participation dans les CEGEP. Tout haut fonctionnaire digne de ce nom fuit ce genre de problème comme la peste. On comprend donc que le ministre parle d'agitateurs itinérants, espérant que ses rêves soient réalités. Tout serait tellement simple, si c'était vrai.

Serge Carlos

## Le sexe au cinéma québécois: Une nouvelle aliénation

VALERIE était un film nécessaire; pas réussi, nécessaire. En effet, qu'on le veuille ou non, VALERIE marquait une certaine libération de la conscience collective québécoise: de vieux tabous s'écroulaient et une certaine aliénation à coloration religieuse devait du même coup battre en retraite. Fait incroyable mais vrai: la Québécoise se déshabillait à l'écran! Et il était temps: nous avions vu dans des dizaines et des dizaines de films se dévêtir les Américaines, les Françaises, les Italiennes, les Suédoises, mêmes les Anglaises, mais jamais les Québécoises. Avec VALERIE, c'était finalement chose faite. Dans ce sens, VALERIE avait une valeur socio-psychologique certaine.

Celui qui avait réussi à présenter ce reflet de notre société en pleine émancipation, le réalisateur Denis Héroux, décida d'initier sa Valérie. Il tourna donc l'INITIATION. C'était là malheureusement le début d'une exploitation commerciale induite du sexe au cinéma québécois. L'INITIATION terminée, Héroux continuait dans la même veine en mêlant cette fois sexe et religion: le film s'intitulait *quétainement* l'AMOUR HUMAIN. Est-il nécessaire d'ajouter qu'Héroux s'attira alors la foudre de tous les critiques un peu perspicaces.

Mais les critiques avaient beau *chiâler*, Héroux avait découvert une voie qui commercialement réussissait. On s'est donc empressé de le copier. Même avant que l'AMOUR HUMAIN soit distribué, Claude Fournier se méritait un succès énorme avec ses DEUX FEMMES EN OR. Mais, au moins là, le sexe était drôle: les fesses et les seins ne se prenaient pas au sérieux, au contraire, ils faisaient rire.

Plusieurs autres réalisations allaient exploiter la voie sexuelle. Les plus récentes: PILE OU FACE

de Roger Fournier, et APRES-SKI de Roger Cardinal. Ces deux films constituent des chefs-d'oeuvre de vulgarité et de mauvais goût. En effet, dans chacun de ces films, chaque scène répète, avec la gratuité la plus basse, des plans soi-disant sexy où l'insignifiance trouve son comble. Et en plus, ces films sont hypocrites: alors que le but évident est de montrer de la peau, on persiste quand même à échauffer une intrigue, une petite histoire, tout à fait loufoque d'ailleurs. Les films du genre MONDO TOPLESS ont au moins, à cet égard, le mérite de la franchise: ils ne prétendent pas être autre chose que ce qu'ils sont.

Enfin, et cela est plus grave encore, ces films qui sont étiquetés *québécois* ne reflètent en rien le milieu ou la psychologie québécoise: tout ceci est absolument fictif, une fiction faite de gadgets de toutes sortes, d'attitudes banales, de clichés sentimentaux et surtout de sexe stéréotypé.

En fait, alors que VALERIE, à sa manière, participait à la libération des Québécois d'une certaine aliénation, des films comme APRES-SKI qui existent aujourd'hui grâce à VALERIE, participent à l'implantation d'une nouvelle aliénation, une aliénation par la banalisation du sexe et de l'imaginaire.

C'est pourquoi il faut protester avec véhémence devant ces réalisations qui portent mal le nom *cinéma* et mieux le nom *commerce* et qui, excusez le langage cru, en montrant des Québécois qui se *fourent* sur l'écran, *fourent* les gens d'ici. Oui, il faut protester et éduquer pour que le public prenne conscience qu'il est victime.

La victime, c'est aussi le cinéma québécois lui-même, car il faut bien le dire, ce sont ces films à succès qui propagent l'image de notre cinéma, une image qui malheureusement oublie le meilleur, les films de Lamothe et de Perreault par exemple, soit un cinéma profondément ancré dans notre existence et nos aspirations.

Richard Gay

## Grand-père, Grand-père, vous oubliez votre cheval. . .

(air connu)

Il fut un temps où l'on aurait pu croire que le Sigle SGF signifiait la SOCIÉTÉ GÉRARD FILION. A toutes sortes d'occasions, invité ou pas, inspiré ou pas, M. Filion descendait de sa *sedia gestatoria* (lire Cadillac, modèle de l'année) et infligeait aux *Canavens* que nous sommes restés pour lui, une remontrance, *bien méritée*, concernant notre vanité, notre paresse et notre ignorance collective. Parce qu'il nous aimait bien il nous châtiât sans faiblesse. Nous étions des *QUETEUX MONTES A CHEVAL*: nous voulions tous prétentieusement faire des études classiques (comme lui), étudier les moeurs esquimaudes, la politique, la sociologie, les lettres. M. Filion n'avait que faire d'un si grand nombre de *philosophes et de poètes*. Notre salut était dans les bureaux d'administration ou derrière les machines. C'est là que s'édifiait la société et que se produisaient les emplois et la richesse. Il fallait apprendre à se salir les mains d'abord puis, dans un second temps on pourrait (un à la fois) accéder à la présidence de quelque grosse entreprise, faire progresser le capital qui nous serait confié et inspirer aux *Anglais* l'admiration qu'ils nous refusent depuis la mort du Général Montcalm.

Nous étions intimidés, nous écoutions M. Filion et battions notre coulpe. Devant un si sage administrateur, un capitaliste habile, un économiste averti, bref un Gérard de la finance, (l'autre Gérard est dans la politique) nous n'avions plus qu'à fermer nos livres et à parler anglais.

Mais, un petit moment, s'il vous plaît. Ne dérangez pas vos appareils: n'est-ce pas le même Gérard que j'aperçois sur cette vignette de mon journal quotidien, de profil cette fois et le regard oblique. Il vient de faire

rapport de SON administration en sa qualité de président et directeur général de Marine Industries, la plus importante filiale de la SGF. M. Deschamps, le grand patron, déclare que les choses vont assez mal merci et qu'il faudra priver les actionnaires de dividendes: **IL A DIT TOUTEFOIS QU'EN CE QUI CONCERNE MARINE INDUSTRIES, LE REDRESSEMENT ATTENDU DEVRAIT S'OPERER RAPIDEMENT MAINTENANT QUE L'ON A MIS FIN "AUX EXPERIENCES NOUVELLES" DES DERNIERES ANNEES.** (La Presse, 7 avril)

Le fait brutal est le suivant: sous la judicieuse et inventive direction de Gérard Filion, la filiale de Sorel avait fait des profits de \$2.8 millions en 1970 mais malheureusement on devait, veux, veux pas, défalquer deux millions de perte dans les dragages et \$700,000. de frais financiers. Si le lecteur veut faire un petit effort et effectuer la soustraction, il constatera qu'il ne reste à Marine Industries qu'à peine ce qu'il faut pour assurer en 1971, les dépenses du président-directeur général et de son équipage. Monsieur Filion, on le sait, pourra garder sa selle mais il lui faudra, comme nous autres quêteux, descendre de son cheval.

Une fois les pieds dans la gadoue québécoise, M. Filion, je vous invite à reprendre vos auteurs et à lire à votre tour les rapports de présidents et conseillers officiels. Vous apprendrez, par exemple, de M. Frank Kelly, conseiller scientifique auprès du Conseil des Sciences du Canada (c'est quand même une bonne référence) que le pays aura au cours des deux prochaines années plus de diplômés en science et en génie qu'il ne peut en utiliser: que même chez les docteurs en sciences il y en aura 900 de trop. Vous voyez ce que ça pourra donner, ça, si ces *PhD* se mettent à la chicane plutôt qu'à la poésie?

Et si à la fin, vous en avez marre de vaticiner à tort et à travers, joignez-vous au *Pèlerin du 21e siècle*; vous pourrez alors dire n'importe quoi.

**Claude Saint-Laurent**

## Le dernier retranchement du cléricalisme

Le théologien catholique Hans Küng vient de frapper durement le système romain. Dans son dernier ouvrage, il s'attaque à une prétention centrale de la papauté et de la hiérarchie, à savoir l'infailibilité. Ainsi, la crise de crédibilité de l'Eglise romaine atteint un nouveau sommet. Déjà, le problème s'était posé indirectement à l'occasion de la fameuse encyclique *HUMANAE VITAE*. En effet, le dogme de Vatican I, malgré les restrictions de l'*ex cathedra*, avait conféré effectivement une autorité absolue au Pape, si bien que les moindres diktat de son magistère commandaient une obéissance sans dissidence possible. Newman, à l'issue de Vatican I, avait souhaité qu'un autre Concile vienne corriger un tel mépris pour la conscience faillible de tout homme. Vatican II n'a pratiquement rien changé. Mais cette fois, un nombre grandissant de catholiques se rendent compte du cul de sac de leur Eglise qui ajoute, sans jamais retrancher, qui accumule de terribles contradictions.

Küng fait un bilan des erreurs du Magistère, de Pierre à Paul VI. Il montre que l'infailibilité n'a pas de fondements dans les sources chrétiennes. Selon lui, un tel concept ne remonterait qu'à Saint Thomas au Moyen-Age. Pire encore, il s'agirait d'un mécanisme de compensation pour une autorité papale (celle de Pie IX) menacée par la perte des Etats pontificaux et l'effondrement de la chrétienté européenne. L'auteur va plus loin. Toutes les expressions humaines de la Révélation sont susceptibles d'erreurs. Même la bible n'y échappe pas, à plus forte raison les définitions des papes et des conciles.

**Il faudrait plutôt parler de l'indéfectibilité de l'Eglise, de la succession apostolique, de l'ensemble de la tradition judéo-chrétienne.** Cette assurance entière d'être pour toujours reliée au Christ et à son évangile, n'implique pas que l'Eglise, à tel moment de l'histoire, sous la direction de tel ou tel pape, épuise

toute la vérité du Royaume. Jésus le rappelait un jour à ses disciples tout autant qu'aux pharisiens. Personne ne tient le Royaume dans ses mains, même si celui-ci est sûrement présent dans le monde et dans la communauté ecclésiale des croyants (Luc 17, 20-22). C'est par là que l'Eglise peut éviter de se prendre pour la Vérité de Dieu, pour le Christ achevé, pour le Royaume final. Elle laisserait ainsi toute sa place à la foi d'hommes libres, responsables, faillibles, dans leur recherche du Dieu vivant au cœur d'une Révélation qui se déploie dans une histoire toujours ambiguë et une tradition commune marquée d'erreurs, de péchés et de tâtonnements. C'est de cette liberté dont témoigne H. Küng. Rome, des évêquats entiers, des confrères théologiens ont entrepris de le jeter hors de l'Eglise. Küng a décidé d'y rester envers et contre tout. Avec beaucoup d'autres croyants catholiques, je tiens à signaler mon accord avec sa conception de l'Eglise et de la foi chrétienne. Je crois toutefois que Vatican II, s'il était effectivement appliqué, marquerait un progrès. En effet, **la collégialité véritable pourrait prévenir les décisions incontrôlées et absolues d'un seul homme. Malheureusement, le dernier synode a neutralisé ces perspectives nouvelles en laissant au Pape le droit exclusif d'agir sous mode collégial ou sous mode personnel.**

Ainsi la crise de crédibilité de l'Eglise est loin de se résorber. La mentalité catholique ne sort pas du cercle vicieux de la divinisation de son autorité humaine et de ses conséquences dans l'aliénation des consciences. Comment témoigner de l'extraordinaire libération de Jésus-Christ dans un système qui fait ici bon marché de la liberté la plus fondamentale de tout homme de bonne volonté, et surtout de tout fils de Dieu? S'il est dangereux de se prendre pour le pape, ce l'est encore plus pour celui qui se prend pour l'interprète infailible de Dieu. A la limite, le magistère catholique risque de se placer au-dessus de la vérité du Dieu révélé et de l'homme interpellé. Voilà la source première du cléricalisme sous toutes ses formes manifestes ou latentes.

**Jacques Grand'Maison**

## Le lieutenant William Calley et le massacre de mars 1968

En 1968, de retour à la vie civile, un soldat américain écrit au Secrétaire de l'armée pour dénoncer ce qu'en son âme et conscience il considère comme un crime de guerre: la liquidation systématique d'une population paisible, vieillards, femmes et enfants dans un petit hameau vietnamien. Il joint à sa lettre un envoi de photos et s'assure qu'une copie conforme parvienne à quelques grands quotidiens.

Ainsi commence l'histoire du Lieutenant William Calley, officier de la 11<sup>e</sup> brigade d'infanterie de l'armée américaine d'Indo-Chine, et de My Lai, un petit village de brousse jusque là inconnu du monde entier.

On était donc en 1968, au début de mars, quelques semaines après l'offensive vietcong du Têt qui avait coûté aux Américains des pertes considérables en hommes et en matériel et, qui plus est, une cuisante humiliation. Les généraux (le High Brass) plus résolu que jamais à redorer le blason militaire et à sauver le prestige du commandant en chef, le Président Lyndon B. Johnson, émirent des ordonnances de guerre totale: 1. Evacuation forcée des populations civiles (contraire aux lois de guerre). 2. Délimitation de zones dites de feu sans limite

(Free-fire Zones). 3. Poursuite aveugle des assaillants pour fins d'extermination (Search and Kill).

L'énorme machine technologique, telle un dinosaure exigeait pour se déployer efficacement de vastes étendues de terrain où les distinctions entre civils et militaires, adultes et enfants, ne pouvaient être maintenues. L'ennemi se définissait par un principe radical: tout ce qui vit devait être supprimé. Dans une consigne écrite du Capitaine Medina, chef immédiat de Calley et émise la veille du massacre de mars, les fantassins sont sommés de tuer les Vietcong et leurs sympathisants, c'est-à-dire, tout ce qu'il y avait là — femmes, enfants et cheptel. Le peloton du lieutenant Calley s'amena donc à My Lai, déterminé à effectuer un nettoyage complet. Tout le monde connaît la triste suite...

### Le procès de fort Benning

La Cour militaire vient de condamner à la prison perpétuelle, le Lieutenant Calley accusé et reconnu de meurtre prémédité en violation de la loi de l'armée américaine. Cette sentence indiscutable et indiscutablement justifiée, suscite chez nos voisins une indignation générale. Huit citoyens sur dix s'opposent au verdict et à la sentence. La droite organise un mouvement de protestation, doublé d'une campagne politique, aux fins de renverser le jugement de la Cour Martiale. Calley est proclamé héros national par les hordes racistes du sud, les anciens combattants et la majorité silencieuse des villes provinciales. On lance des chansons, on organise des défilés, on occupe les hot-lines, on écrit des cartes de protestation au Président. Le Lieutenant Calley devient le Christ américain de la Semaine Sainte 1971! Pour l'Américain moyen il n'est qu'un pioupiou qui a fait son devoir et défendu l'honneur de l'Amérique contre les guks.

Nixon prend peur, suspend la sentence et annonce qu'il va réviser personnellement le jugement de la Cour Martiale. Il note que parmi les protestataires il se trouve des américains de toutes les classes et des deux côtés de la muraille idéologi-

que. La gauche s'insurge contre l'issue du procès parce qu'elle y voit le recours classique au bouc émissaire et une opération de disculpation des autorités militaires; la droite menace de se venger parce qu'elle refuse qu'on sacrifie la liberté d'un boy américain aux idées non-américaines des intellectuels et des mous. Pour elle, c'est l'édifice moral de l'*American Way of Life* qui menace de s'écrouler.

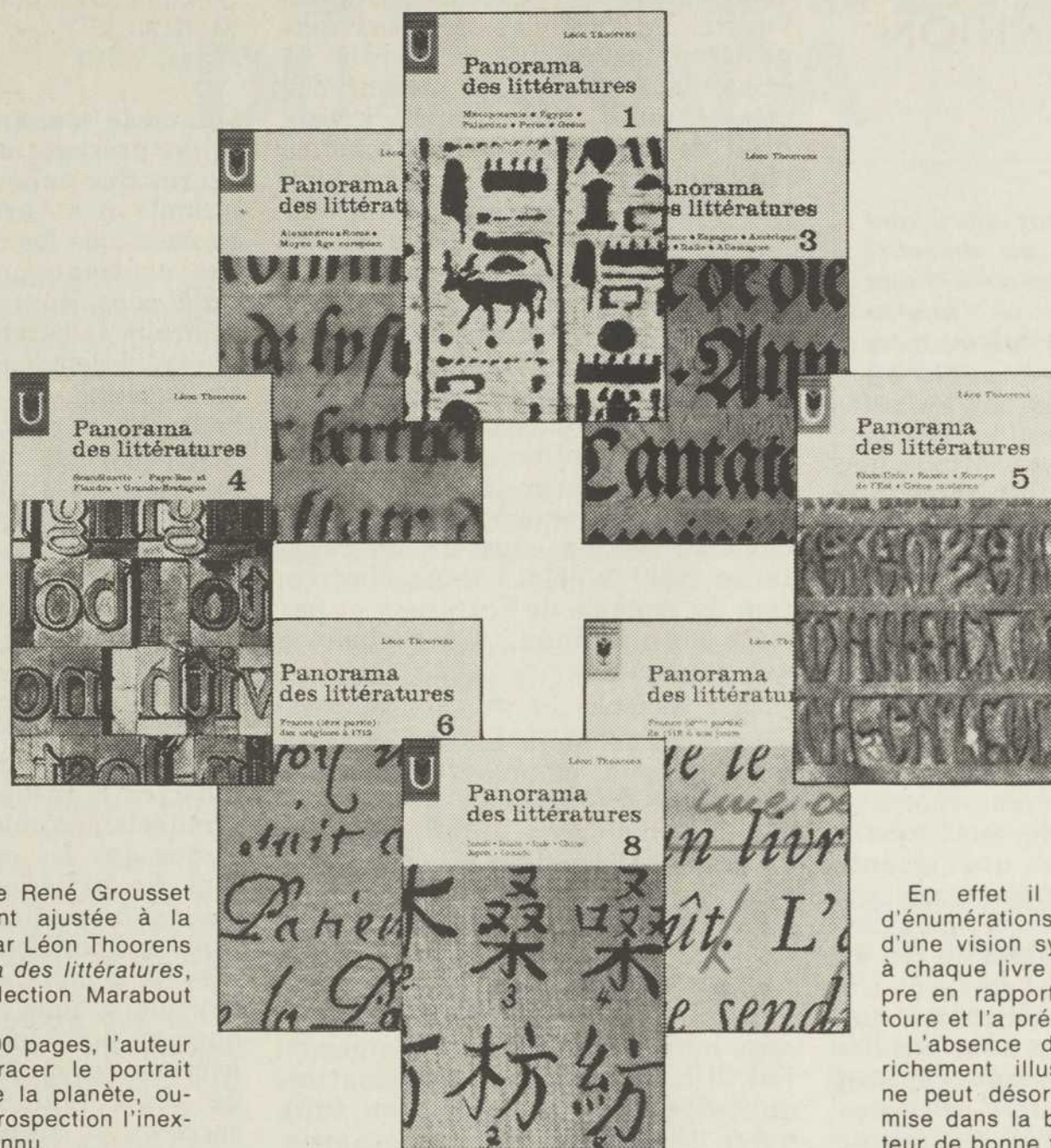
Dans ce remous, le Président de la république perçoit plusieurs signes: 1. la division profonde de la société américaine face à l'aventure Indochinoise; 2. la nécessité d'une manœuvre délicate qui lui permettra sans désavouer les tribunaux militaires de se conserver les votes de ses partisans de droite aux élections présidentielles de l'an prochain; 3. l'obligation d'épargner aux généraux une enquête qui aurait sûrement pour effet de ternir l'honneur des dix millions d'américains qui portent ou ont porté les armes; 4. le danger de se porter garant d'une conception morale de l'homme dont il n'est pas le plus sûr représentant.

### Assassin ou soldat

Le Massacre de Mars 1968 force tous les Américains et leurs alliés à se poser le problème fondamental du meurtre collectif. Est-il possible, sans livrer la société au mensonge organisé et donc à l'anarchie morale d'innocenter les assassins en uniforme et de condamner les criminels en habits civils? Comment réduire la contradiction d'une règle qui m'autoriserait à tuer, sous les oripeaux du soldat, une femme, son vieux père et son enfant et m'interdirait absolument de faire de même à mon retour à Yellow Beach, South Carolina? Plus encore, le jugement du Tribunal de Fort Benning souligne au chef d'Etat la question inéluctable des conséquences inhumaines et sanglantes de leur insensibilité à la vie sociale réelle, de leurs parti-pris abstraits: on ne peut défendre la vie des humbles gens, l'humanité quotidienne, la juste société et du même coup confier à une armée le soin de faire valoir par la force une conception orgueilleuse de l'ordre politique.

Claude Saint-Laurent

# "...penser planétaiement..."



Cette parole de René Grousset est admirablement ajustée à la gageure tentée par Léon Thoorens dans le *Panorama des littératures*, paru dans la collection Marabout Université.

En plus de 2 500 pages, l'auteur est parvenu à tracer le portrait littéraire de toute la planète, ouvrant enfin à la prospection l'inexploré et le mal connu.

En effet il ne s'agit pas ici d'énumérations mal digérées, mais d'une vision synthétique qui rend à chaque livre son originalité propre en rapport avec ce qui l'entoure et l'a précédé.

L'absence de ces 8 volumes, richement illustrés par surcroît, ne peut désormais plus être admise dans la bibliothèque du lecteur de bonne foi.

## déjà parus dans marabout université



**gratuitement :** sur simple demande à l'adresse ci-dessous, vous recevrez régulièrement le Magazine illustré en couleurs et le catalogue général.

Distributeur général pour les Amériques :

KASAN Ltée-226 Est, Christophe Colomb, QUEBEC P.Q.



**marabout**

EN VENTE PARTOUT A PRIX POPULAIRES

## QUAND ON APPREND QUE TOUTE POLICE EST PAR DÉFINITION SECRÈTE . . .

*N'est-il pas évident alors que l'humanisme soit un discours creux servant de masque à une technicité répressive fondée essentiellement sur les instincts de défense et que la police ait pour tâche d'assurer la tranquillité des gouvernants et non la sécurité des citoyens?*

(Guy Tardif et Suzanne Arcand, "Recherche et planification du Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal ou des difficultés de la recherche en milieu policier", p. 9)

Cette question sert de conclusion à un texte présenté à une récente rencontre de criminologues, tenue à l'Université de Montréal. La question n'apparaîtrait pas à la fin du texte si les pages qui l'amènent n'étaient une réponse affirmative. Les auteurs de ce texte ne sont pas des intellectuels-endocritiques, ce sont des criminologues-chargés de recherche patentés du Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal. Dans certains lapsus des auteurs, on reconnaît leur intériorisation des normes de l'organisme policier-militaire dont ils sont présentement les fonctionnaires. Ainsi parlent-ils du premier mandat du Conseil de sécurité publique comme étant celui de **recommander une intégration** totale ou partielle des 26 corps de police existant sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal (p. 2, nous soulignons). On savait déjà que dans les structures para-militaires, on faisait faire des études en précisant aux chercheurs les recommandations auxquelles ils doivent aboutir. On ne s'attendait pas à ce que ces chercheurs le reconnaissent si suavement. Autre lapsus significatif, quand les auteurs nous parlent de

*l'organisation (policière) ballottée entre l'ordre et le changement.* (p. 7, nous soulignons). C'est clair, le changement est la contre-partie de l'ordre. Malgré ces déformations professionnelles, Guy Tardif et Suzanne Arcand nous livrent des commentaires fort critiques à l'endroit de l'organisation de la police chez nous. Ils s'en prennent à l'impossibilité dans laquelle se trouvent les chercheurs et la société d'étudier le fonctionnement des corps policiers. Ce faisant, ils décrivent la structure para-militaire des organismes policiers, structure qui implique une tendance à régler les problèmes au jour le jour, un système d'embauche et de promotion qui privilégie le *muscle* et écarte les sujets pensants qui risqueraient de mettre en cause la routine, ainsi qu'une résistance inébranlable à toute observation du système de l'extérieur et par suite aux transformations souhaitées de l'appareil.

Tout ceci est déjà bien connu des criminologues et un volume récent du sociologue William A. Westley reprend de façon intelligente ce problème. Cependant le volume de Westley va plus loin, il se rend jusqu'à décortiquer la vision du monde du policier moyen. Westley a passé un an à vivre avec des policiers et à les observer. Son étude date de vingt ans, mais en la publiant aujourd'hui, il nous assure que la situation qu'il décrit est plus juste en 1970 qu'en 1950. Le policier fait partie d'une sous-culture qui n'a aucun équivalent dans l'ensemble du corps social. Côté quotidien les criminels sans scrupules, les policiers, les juges et les puissants de tout acabit qui pactisent et co-existent avec les criminels, le policier en vient à croire qu'il est le seul citoyen honnête de la société. De cette vision du monde découle une propension à considérer tout homme comme un criminel (rappelez-vous le vieux directeur de la *police interne* du film **Le Cercle Rouge**), à accepter que toute technique propre à faire respecter la loi est utilisable (surtout celles qui ne sont pas prévues par le système puisque les responsables de la justice sont souvent de mèche avec les criminels) et à protéger tout policier qui serait soupçonné d'employer des techniques officiellement

réprouvées. (Pour plus de détails sur cette description du policier, voir W.A. Westley, *A SOCIOLOGICAL STUDY OF LAW, CUSTOM AND MORALITY*, Cambridge, M.I.T. Press, 1970).

Quand le scénario de la vie sociale laisse présager une ère de pouvoirs accrus des polices de toute nature, quand des criminologues nous avouent que les critères de sélection des aspirants-policiers ne servent qu'à consolider la structure paramilitaire et l'étanchéité des corps de police, il convient de se pencher sur la question en priorité. Dans ce contexte, on peut s'étonner de voir le Docteur Denis Szabo annoncer dans le magazine *PERSPECTIVES* l'ère de la lutte *informatisée* au crime. Drôle de solution que celle qui vise à mettre tous les citoyens dans des mémoires d'ordinateurs, pour ensuite laisser à ces machines le soin de donner la liste de tous les criminels d'une journée, liste établie à partir de modèles de prédiction complexes. Par la suite, les policiers *musclés* n'auront qu'à cueillir les criminels à domicile. Il serait plutôt temps que les criminologues élaborent des batteries de tests qui assureront une sélection certaine des aspirants-policiers, les plus susceptibles de comprendre les mécanismes psychologiques, sociaux, économiques et politiques qui sous-tendent le crime, les moins susceptibles aussi de venir renforcer les structures secrètes et autoritaires des corps policiers. Tout aspirant-policier qui classe le salut éternel parmi les cinq finalités les plus importantes de la vie serait refusé parce que les chances sont d'à peu près 80% qu'il ait au départ une personnalité autoritaire (voir M. Rokeach, *Faith, Hope and Bigotry*, *PSYCHOLOGY TODAY*, April 1970). Tous les éléments nécessaires à de tels modèles de sélection existent dans les résultats des recherches en sciences sociales et humaines, beaucoup plus sûrement que ceux qui amèneraient une prédiction certaine du comportement criminel des citoyens. Mais si Guy Tardif et Suzanne Arcand nous disent que les organismes policiers actuels sont imperméables au changement, on peut continuer à rêver en couleurs.

**Serge Carlos**

# TRUDEAU ET L'ÉCLATEMENT DU CANADA

PAR GEORGE P. GRANT

La politique dans nos sociétés *technicisées* est devenue un champ propice aux menées démagogiques. Or la politique c'est l'art d'élaborer des projets qui tiennent compte de la divergence des courants d'opinion sur les objectifs à poursuivre. Mais cet art de la politique est de plus en plus supplanté par l'administration, alors que la divergence des points de vue sur les objectifs perd de sa légitimité par suite de cette présomption courante que tout ce qui importe pour la bonne marche de la société, c'est le perfectionnement de la *rationalité* technique (1). De plus en plus les élections prennent la forme d'un plébiscite auprès des masses populaires, en faveur du chef ou de l'équipe qui aura à diriger le personnel administratif de l'Etat. Dans de tels plébiscites, il est nécessaire d'avoir des chefs capables de projeter leur image par la voie des *mass media*, et de capter ainsi l'attention des foules lassées de la politique, sauf sous son aspect de grand spectacle et de grande centrale d'organisation à l'échelle d'une vie sociale sous l'emprise de la technique. Ce contexte plébiscitaire fait appel aux chefs de file issus des classes privilégiées, qui ont la volonté d'imposer leur personnage; et comme ces hommes sont de plus en plus le produit de l'université moderne *affranchie des valeurs*, ils sont susceptibles d'être prêts à prendre n'importe quel moyen servant leurs intérêts. Le cas Nixon est une *contre-illustration* de cette thèse. Son élection à la présidence en 1968 ne peut se concevoir sans le désastre administratif de la guerre du Vietnam qui a démasqué l'incapacité

Le Dr George Grant, de l'Université McMaster de Hamilton, est l'auteur de plusieurs livres et articles de portée philosophique et politique, notamment *LAMENT OF A NATION* (1965) et *TECHNOLOGY AND EMPIRE* (1969).

Cet article fut publié dans le magazine *CANADIAN FORUM*, janvier 1971, sous le titre *Nationalism and Rationality*. La traduction est de la rédaction.

A travers le chatolement d'une pensée incisive, George Grant laisse percer quelques-unes de ses préoccupations majeures concernant l'avenir du pays et singulièrement de notre communauté de culture française en Amérique du Nord.

pacité flagrante des administrateurs démocrates à pourvoir aux besoins des citoyens au coeur même de l'empire. Si M. Nixon avait pour lui le talent administratif et s'il inspirait confiance sur ce plan, il manquait totalement toutefois de l'*image plébiscitaire* requise, en comparaison de son prédécesseur républicain ou de ses adversaires démocrates.

Sur la scène canadienne, il y a eu ces dernières années deux chefs qui ont connu un succès plébiscitaire: MM. Diefenbaker et Trudeau. M. Diefenbaker avait cependant un grand désavantage. Il tenait à des restes de fidélité (notamment envers l'indépendance du Canada à l'égard des Etats-Unis) qui allaient à l'encontre des exigences de la *rationalité* et de l'administration. Voilà pourquoi, en

dépit de son aptitude à diffuser son image, il s'est heurté aux véritables intérêts des corporations privées et publiques, — ce qui concorde bien avec la *rationalité* même du capitalisme de monopoles (2). Il n'a pu continuer à s'assurer des votes dans les régions du Canada les plus intégrées au système administratif nord-américain, là où les électeurs étaient davantage à la merci des puissances qui donnent force de loi à ce système. Par contre M. Pearson manquait de *séduction plébiscitaire*, de sorte qu'il ne put obtenir la majorité absolue, même si ses actes étaient acceptables du point de vue de la *rationalité* administrative nord-américaine.

## L'universalisme de M. Trudeau

Quant à M. Trudeau, il allie l'attrait plébiscitaire avec l'adhésion aux principes de la *rationalité* du capitalisme de monopoles. On doit par conséquent le reconnaître pour une personnalité redoutable de notre arène politique. Dans ses écrits il a clairement affirmé sa conviction que les meilleures chances d'avenir pour les Canadiens français sont du côté de l'intégration à l'ensemble canadien, et que l'ensemble canadien lui-même devrait s'intégrer à tout le système occidental (sinon ouvertement au plan politique, du moins au plan économique et social). Tout au long de sa carrière, il a fait appel à l'universalisme, et l'universalisme en contexte canadien signifie l'intégration à un système nord-américain

(1) Le mot *rationalité* est ici emprunté à Max Weber (en anglais *rationality*). Le concept de *rationalité* chez Weber s'applique bien à la société nord-américaine dominée par le culte de l'efficacité et du progrès entendus au sens de systématisation progressive de l'activité humaine. Cet *organisationnisme*, appelé tantôt *opérationnalisme*, tantôt *fonctionnalisme* ou encore *technicisme*, selon les cas, pénètre tous les secteurs de la société: la production industrielle et la recherche scientifique, mais aussi l'administration de l'Etat, la loi civile et jusqu'à l'activité sociale elle-même (éducation, santé, urbanisation...), rejoignant ainsi l'individu par tous les côtés et transformant son milieu culturel et sa vie elle-même (NDLR)

(2) State capitalist *rationality*, i.e. le capitalisme de monopoles à la Keynes et à la F.D. Roosevelt.

au fonctionnement souple. C'est le mérite de M. Dennis Smith, dans son article sur les vues politiques de M. Trudeau, d'avoir mis en relief chez ce dernier cette union du charisme et de l'adhésion aux objectifs de la machine administrative capitaliste. Si jamais M. Trudeau faisait passer notre régime politique du parlementarisme au système présidentiel, cela impliquerait beaucoup plus qu'un simple passage des traditions politiques canadiennes aux traditions américaines. Ce changement de structure politique répondrait aux besoins d'une société dans laquelle le pouvoir administratif s'appuie régulièrement sur des élections de type plébiscitaire axées sur la compétence administrative du personnel politique.

Dans les écrits de M. Trudeau, il y a un dédain marqué pour ce que sa propre tradition lui a légué, et ce dédain se couvre du manteau des *biens universels* qui peuvent aller jusqu'à dissoudre cette même tradition. Le fait que M. Trudeau ait précisément une attitude de converti au libéralisme moderne est une des raisons qui le rendent redoutable. Car nombre de libéraux anglophones ont baigné beaucoup plus longtemps dans cet universalisme. Ils n'y sont pas venus de l'extérieur mais y ont grandi comme dans une tradition qui leur est propre. Voilà pourquoi ils peuvent tout aussi bien accepter d'emblée cet universalisme que se mettre à douter qu'il puisse résoudre les problèmes de l'homme. Par ailleurs, il y a derrière les épousailles récentes de M. Trudeau avec l'universalisme tout le poids de son mépris pour le particularisme contre lequel il réagit viscéralement. Les nouveaux convertis excellent particulièrement à défendre une cause, car ils ont l'assurance du prosélyte.

M. Trudeau sait donc allier la renommée d'administrateur avec l'art de propager une image de soi dans l'opinion publique. En 1968, cette image était en partie une *image à la Kennedy* renflouée, faite d'ouverture à la jeunesse et à la liberté, de confiance étonnante dans les possibilités de notre système,

(pas d'immixtion dans les chambres à coucher d'un océan à l'autre, etc.). Cette stratégie s'avéra efficace dans le Canada de l'Expo, surtout parce qu'on se rendait bien compte que les choses n'allaient pas aussi bien, aux Etats-Unis, qu'on ne l'avait espéré au début de l'ère Kennedy. Implicitement, derrière cette pâle image de Kennedy, et en relation directe avec elle, il y avait le sentiment, au Canada anglais, qu'enfin se présentait un Canadien français capable d'affronter Daniel Johnson et de Gaulle. M. Trudeau parvint au pouvoir grâce à un brillant usage de la télévision lors de sa passe d'armes constitutionnelle avec Daniel Johnson. De fait bon nombre des meilleurs spécialistes des moyens de communication, qui déplorent aujourd'hui ses interventions d'octobre, l'avaient aidé alors à mettre au point cet usage de la télévision. A tout prendre, M. Trudeau aura été pour maints Canadiens anglais cet heureux phénomène du *Frog who could deal with Frogs* (de la grenouille capable de tenir tête aux autres grenouilles). Par ses mesures à l'automne, M. Trudeau a bien répondu à leur attente. Comme il le disait en octobre 1970 *Just Watch Me*.

### Au Québec, deux types d'opposition

Je laisse de côté la ténébreuse affaire de la loi des mesures de guerre et des motifs qui ont poussé l'administration Trudeau à s'y aventurer. Car je considère comme acquis que le gouvernement avait, sans devoir recourir à cette loi, assez de pouvoirs pour faire face avec fermeté aux événements du Québec. La question se pose alors: le recours par M. Trudeau à ces mesures a-t-il joué pour ou contre sa *valeur plébiscitaire* comme chef politique de la scène canadienne? En ce qui concerne le point de vue du Canada français, une réponse valable à cette question ne peut venir que de quelqu'un qui connaît profondément de l'intérieur le Québec. Jusqu'où va chez beaucoup de Canadiens français le désir d'exister comme com-

munauté franco-américaine au sein d'une mer anglophone homogène? Le problème canadien-français est-il un vrai **problème politique**, en ce sens que les forces de la rationalité administrative ne peuvent venir à bout de lui?

La confusion pour l'anglophone s'accroît du fait que deux expressions divergentes de l'opposition à M. Trudeau semblent provenir du Québec. D'un côté, il y a la voix du nationalisme; elle se fait entendre surtout chez les élites qui s'inquiètent de la survie de leur communauté et qui savent bien que ce slogan à la Bourassa: *technique: américaine, culture: française* ne peut constituer un principe de base adéquat à une véritable survie. D'un autre côté il y a des voix qui commencent à s'élever, celles des victimes précisément du fait que le Québec soit entré sur le tard dans l'expansion du progrès technique américain — par exemple, les gens de l'est de Montréal et les étudiants qui ne peuvent pas trouver de l'emploi. Ces voix semblent emprunter les accents du marxisme populaire. Quel rapport y a-t-il entre ces deux types d'opposition? Il est vrai que les marxistes ont eu souvent l'occasion d'apparaître comme des partisans du nationalisme, lors, par exemple, de la résistance à l'invasion occidentale en Russie ou en Chine. Mais, dans son cœur même, il est clair que le marxisme est une doctrine universaliste et non une doctrine nationaliste, et à ses yeux tout comme pour le libéralisme de M. Trudeau, le développement technique vient en première priorité. En outre le Québec, étant donné sa situation géographique au cœur même de l'empire occidental, sera forcément modernisé dans le cadre de la *rationalité* capitaliste, et non pas marxiste. Et dans ce cadre, le marxisme deviendra simplement l'idéologie du militant et l'opium du malheureux. Quant aux réponses de la population étudiante, elles seront décisives. Est-il possible de détourner assez d'étudiants de leur nationalisme comme l'a prédit M. Trudeau, dans l'hypothèse où le Québec s'intègre avec succès au système américain

et se pourvoit suffisamment de l'instruction? La *rationalité* capitaliste a-t-elle les moyens d'effectuer assez rapidement cette intégration au système américain?

Au Canada anglais, il semble que la cote de popularité de M. Trudeau va se maintenir à la hausse. Il a tenu sa promesse de répondre avec vigueur au séparatisme. Qu'il y réponde en faisant fi des lois mêmes qui sont à la base des libertés constitutionnelles, cela ne semble pas important... Ces traditions ont beau avoir constitué le meilleur de la tradition britannique, elles n'ont pas de quoi séduire les masses électorales à l'ère de la logique technicienne. Les libertés civiles peuvent être une question de plus en jeu, par exemple, en période de chômage ou à l'occasion d'autres échecs du système, mais elles ne peuvent être un enjeu capital pour nombre d'électeurs qui vivent à l'heure de la modernité.

### Un modus vivendi suicidaire?

A vrai dire, dans les circonstances exceptionnelles des mesures de guerre, les deux grands problèmes politiques de la vie canadienne se conjuguent, pour ceux d'entre nous qui

doivent s'opposer aux actes de l'administration Trudeau. La possibilité d'une certaine liberté au sein de l'empire américain demeure en corrélation très étroite avec la possibilité d'un *modus vivendi* entre Canadiens anglais et Canadiens français. Mais il est difficile de passer de cette relation théorique aux décisions pratiques concernant la situation politique de l'heure au Canada. D'une part il est incontestable que tout milieu authentiquement canadien-anglais requiert comme tel l'appui du Québec. Mais comment cependant proposer cela sans demander en somme aux Canadiens français leur suicide collectif? Autrement dit les Français ne font-ils pas mieux d'être séparatistes, étant donné la situation qui prévaut en Amérique du Nord? Ce dilemme est rendu encore plus évident, aux yeux des nationalistes anglophones, par suite des événements de cet automne. Avant qu'ils ne se produisent, un certain esprit nationaliste semblait se développer dans le milieu anglophone. Deux facteurs y contribuaient: les failles évidentes de la société américaine et les conséquences économiques de notre statut de succursale industrielle (*branch-plant society*), conséquences qui affectaient plus d'un Canadien à une

époque de récession économique dans le pays voisin. Et pourtant, au cours de la crise québécoise, l'immense majorité des anglophones a, sans hésitation, donné son entier consentement à une offensive visant non seulement le terrorisme mais le nationalisme constitutionnel des Canadiens français. A la lumière de ce précédent, les nationalistes canadiens-français feraient peut-être bien de concentrer leurs efforts sur les moyens d'assurer leur propre survie culturelle et de se faire à l'idée que la culture anglophone n'est que le cheval de Troie de la *rationalité*, dans l'Amérique du Nord monolithique. Quelle alliance sérieuse est-il possible aux nationalistes anglophones de proposer à leurs compatriotes français? Quelles formes politiques concrètes cette alliance pourrait-elle revêtir? Quels avantages en tireraient ceux qui souhaitent sérieusement, pour la culture française en Amérique, une survie au sens le plus plein du mot? La question de M. Lévesque aux nationalistes anglophones reste posée et la crise que nous traversons l'a rendue encore plus pressante. ●

THÉRÈSE FABI

## PERSECUTION DES ENSEIGNANTS AU QUÉBEC?

LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT

Brochure de 50 pages  
\$ 1.00

les écrits  
libres

Les MESSAGERIES DU LIVRE 9803, boul. St-Laurent, 389-3720

Consultation sur Rendez-vous.

JEAN-PAUL OSTIGUY, M.D.  
OBESITE - CELLULITE

QUÉBEC:

PLACE SAMUEL DE CHAMPLAIN,  
350, CHEMIN STE-FOY,  
SUITE 101,  
681-3055

MONTREAL:

PLACE CANADIENNE,  
450 EST. SHERBROOKE,  
SUITE 108,  
643-6681

# LE CANADA ANGLAIS RECONNAÎTRA-T-IL LE DROIT DU QUÉBEC À L'AUTODÉTERMINATION?

PAR JULES TESSIER étudiant au doctorat en linguistique à l'Université de Toronto.

C'est devenu un lieu commun, les événements d'octobre ont provoqué ce qu'il est maintenant convenu d'appeler une *radicalisation des options politiques* au Québec. On s'est plu à le répéter, le clivage est de plus en plus net entre les Québécois tenants d'un Etat souverain et ceux qui favorisent un régime fédératif fort, et cela au détriment des fédéralistes mitigés dont les rangs seraient de plus en plus clairsemés.

Mais la radicalisation s'est produite ailleurs au pays et le durcissement de l'opinion canadienne-anglaise à l'endroit du Québec est un facteur à ne pas négliger non plus. Le *grand coup* frappé en octobre, en plus de répondre au vœu d'une importante proportion de la population anglophone du pays, a fait réfléchir plus d'un Anglo-Canadien, et certains se sont demandés s'ils n'étaient pas allés trop loin dans la voie du dialogue ou simplement de la patience. Si le gouvernement fédéral a cru bon faire montre d'une telle fermeté, on aurait eu mauvaise conscience de ne pas emboîter le pas, l'exemple venant de haut, du *chef* même de la nation. Et l'intransigeance fit des gains, non seulement chez ceux qui n'attendaient qu'une *caution morale* pour donner libre cours à ce penchant, mais aussi chez les indécis, chez ceux qui n'avaient pas d'opinion bien arrêtée.

Ce changement dans l'opinion publique se manifesta d'une façon inquiétante lors d'un sondage mené peu après la crise d'octobre et révélant que plus de 40% des Canadiens anglais favorisaient le recours aux forces armées, non seulement pour réprimer toute *insurrection réelle* ou

*appréhendée*, mais aussi pour empêcher le Québec de se séparer. On peut soupçonner qu'avec le recul du temps, les impressions traumatisantes créées par les événements d'octobre ont été quelque peu décantées, et si on menait la même enquête aujourd'hui, les résultats s'en trouveraient probablement modifiés.

Néanmoins, d'autres signes ont commencé à poindre à l'horizon, et on ne peut que rester songeur devant la fin en queue de poisson de la Commission B.B. On sait que les commissaires se sont séparés sans arriver à s'entendre sur le rôle politique du Québec dans la Confédération. Cet enterrement, entériné par une lettre de remerciements de monsieur Trudeau, a été suffisamment commenté dans les journaux sans qu'il soit nécessaire de s'y attarder davantage.

Mais un autre indice, peut-être le plus inquiétant de tous, est cette remise en question du droit à l'autodétermination pour la nation québécoise. Les Québécois avaient tablé sur le vieux proverbe *Qui ne dit mot consent* pour en conclure à une entente tacite, car le Canada anglais ne s'était jamais officiellement prononcé sur cette question. Mais voici que par la voix de son président, David Lewis, le NPD se refuse à reconnaître au Québec le droit à l'autodétermination. On savait qu'il n'y avait rien à attendre du parti libéral à ce sujet et que le parti conservateur, resté avec la thèse des *deux nations* sur les bras, aux dernières élections, ne pouvait que se montrer des plus circonspects, mais que le NPD, le plus progressiste des partis

politiques fédéraux, refuse de se compromettre avec une question pourtant aussi vitale pour le Québec, il y a de quoi s'interroger.

Qu'on le veuille ou non, c'est le sort réservé aux minorités: leur désir d'indépendance ou simplement d'émancipation ne peut trouver un aboutissement satisfaisant que moyennant une collaboration minimum de la part de la majorité. Aussi apparaît-il d'une extrême importance pour le Québec de prendre périodiquement le pouls du Canada anglais, autant que faire se peut, et c'est pourquoi nous sommes allés rencontrer quelques-uns de leurs penseurs éminents, pour leur demander de faire le point sur l'attitude de leurs compatriotes à l'endroit de la question québécoise, après la crise d'octobre.

Dans tous les cas, il s'agit de Torontois. Il eût été préférable d'avoir aussi l'opinion de personnes habitant les provinces de l'Ouest et les Maritimes, mais Toronto n'en demeure pas moins le foyer intellectuel du Canada anglais, et partant, constitue une source d'information de première valeur. On a conservé aux témoignages recueillis leur tournure de conversation spontanée. Il ne s'agit donc pas d'exposés systématiques, mais bien de points de vue, d'aperçus, de réflexions, lesquels forment cependant un ensemble de données des plus intéressantes. Pour ceux qui voudraient avoir quelque chose de plus complet, nous ne pouvons que les référer aux nombreux articles de journaux et de revues, ainsi qu'aux ouvrages publiés par messieurs James Eays, Robert Fulford, Abraham Rotstein et Mel Watkins.

## James Eayrs

Pourquoi le NPD, après avoir nié au Québec son droit à l'autodétermination, par la voix de son chef, David Lewis, s'est-il ménagé une retraite prudente en acceptant le principe de l'autodétermination, mais en refusant d'en faire un point de son programme? Le professeur Eayrs explique que le NPD ne peut se prononcer en faveur du droit, pourtant essentiel pour le Québec, de pouvoir décider de son avenir politique: *Lorsque ce parti a voté contre la loi des mesures de guerre, il a perdu toute chance d'être porté au pouvoir. Il lui faut donc regagner la faveur de l'électorat, en prévision des prochaines élections, et le parti ne peut donner son accord à pareille question, car il ne faut pas l'oublier, les néo-démocrates se recrutent surtout au Canada anglais.*

*Et pourtant, il faudrait que le droit à la séparation soit clairement formulé afin de rendre l'option Lévesque réalisable dans un climat de paix. Mais le temps passe vite et les possibilités d'en arriver à un règlement pacifique de la question québécoise s'amenuisent au même rythme.*

Le professeur Eayrs parle ensuite de l'attitude du Canada anglais à l'endroit de la question québécoise. *René Lévesque avait l'habitude de prendre l'exemple de la Suède et de la Norvège qui se sont séparés à l'amiable, pour illustrer les relations qui pourraient exister entre le Canada et un Québec devenu indépendant. Pourquoi pas? Mais René Lévesque est un homme réaliste et je me demande s'il pense de la même façon aujourd'hui . . .*

*Il y a eu les élections du 29 avril. Au Canada anglais, on a jubilé en annonçant une "grande victoire canadienne", parce que Bourassa avait remporté au-delà de 70 sièges.*



***Je suis pessimiste quant à la possibilité d'en arriver à un accord pacifique entre le Québec et le Canada anglais, à cause, d'abord, de l'appui massif que ce dernier a accordé à la loi des mesures de guerre.***

Monsieur James EAYRS est professeur de relations internationales à l'Université de Toronto. On se souviendra d'un de ses articles, traduit du Toronto Star et paru dans le Devoir du 15 octobre '70 sous le titre: *Quand les mânes de Pilate hantent le Bloc de l'est.*

*J'ai eu beau leur dire: la victoire n'est pas si totale, le parti Québécois a recueilli 24% des voix et plus de 30% du vote francophone, le problème n'est pas résolu . . .*

*Puis ce furent les événements d'octobre. Je suis pessimiste quant à la possibilité d'en arriver à un accord pacifique entre le Québec et le Canada anglais, à cause, d'abord, de l'appui massif que ce dernier a accordé à la loi des mesures de guerre. Et un récent sondage révélait qu'au-delà de 40% des Anglo-Canadiens favorisaient l'emploi de la force, non seulement pour réprimer toute insurrection, mais aussi pour empêcher la séparation du Québec . . .*

*Il y a encore cette lettre de Trudeau au général Sharp, dans laquelle il félicite les forces armées pour leur magnifique travail durant la crise d'octobre. Il y évoque la possibilité d'utiliser à nouveau leurs services, sans être trop clair sur les motifs qui pourraient le pousser à envoyer de nouveau l'armée au Québec . . .*

*Une séparation faite avec civilité est possible uniquement si, de part et d'autre, on trouve une confiance et un respect mutuels. Monsieur Eayrs insiste en répétant une seconde fois ce qui lui semble être la condition essentielle pour négocier sans trop de fracas une éventuelle sécession.*

Quant à la formule d'amendement à la constitution mise de l'avant par le gouvernement fédéral, selon laquelle un changement pourrait être apporté à la constitution moyennant le consentement du gouvernement fédéral lui-même et de quelques provinces, il se contente de dire: *Pareille mesure ferait du Québec une province comme les autres. Or, tel n'est pas le cas. Et il ajoute, avec un sourire amusé: Au chapitre des relations internationales, par exemple, le Québec a créé plus d'embêtements qu'aucune autre province n'en eût pu causer.*

## Robert Fulford

Monsieur Robert Fulford donna d'abord son opinion personnelle sur ce qui lui semble être l'issue la plus souhaitable du problème québécois. *Mon opinion est qu'il serait préférable, à la fois pour le Québec et pour le reste du pays, de maintenir une forme quelconque de fédération. D'autre part, je reconnais qu'un grand nombre de Québécois, d'hommes politiques, parmi les plus valables et les plus sympathiques, estiment que le Québec devrait se détacher de pareille union fédérative. Si une majorité de Québécois en viennent à penser dans le même sens, il serait tout simplement raisonnable et juste pour le reste du pays de dire: Bien, vous avez pris la décision, il faut maintenant négocier la séparation de la façon la plus satisfaisante possible pour les deux parties en cause. Je ne pense pas que ce serait la fin du monde, ni même la fin du Canada, et il est important que le Canada anglais en prenne conscience. Lorsqu'on emploie les termes de séparation ou de séparatisme, on a l'impression que le pays va se scinder d'une façon physique. Le Québec va rester là, nous allons demeurer ici, nous continuerons à être dépendants l'un par rapport à l'autre, jusqu'à un certain point, et des relations vont continuer à exister.*

Autant qu'on puisse prévoir, advenant une séparation, le Canada anglais serait-il dans les dispositions qui permettent d'espérer une rupture pacifique? *Le Canada anglais n'est pas prêt, pas plus que le Québec, pour la raison très simple que de part et d'autre, on ne sait trop que penser au sujet de cette question cruciale. Après tout, en 1968, les Québécois ont appuyé Trudeau d'une façon massive. S'ils avaient été décidés en faveur de la séparation, ils n'auraient pas voté pour Trudeau de la façon dont ils l'ont fait, et ils n'auraient pas non plus appuyé Bourassa en 1970.*

Mais la question qui se pose maintenant est la suivante: qu'arrivera-t-il si Trudeau est réélu en 1972, avec, peut-être, une majorité confortable, incluant une majorité de sièges au Québec, et qu'après les prochaines élections provinciales, René Lévesque soit en mesure de former un gouvernement minoritaire? René Lévesque dit: J'ai un mandat pour réaliser



**La plupart des dirigeants du NPD pensent que si le Québec veut se séparer, il faut le laisser aller, mais le dire . . .**

l'indépendance. Trudeau réplique: J'ai un mandat pour conserver le fédéralisme. Qu'arriverait-il alors? . . . Le fait que Trudeau soit Canadien français complique encore les choses évidemment.

Pourquoi Pierre Trudeau a-t-il été élu chef de son parti, puis premier ministre? Trudeau a été élu pour plusieurs raisons, mais l'une d'entre elles est qu'on comptait sur lui pour résoudre la question québécoise, mais pas d'une façon injuste. Sans doute que certains ont voté pour lui en espérant qu'il règle ce problème, même au prix d'une répression, mais ce n'est pas le fait de la majorité. Ce n'est certainement pas le cas de la population torontoise qui lui a accordé son appui, d'abord parce qu'on a reconnu en lui un Canadien français intelligent, et ensuite parce qu'il est fédéraliste. On pensait qu'il pourrait plus facilement en arriver à une entente qui soit juste et satisfaisante pour le Québec, précisément parce qu'il est Canadien français.

Ceux qui ont donné leur appui à Trudeau sont-ils satisfaits de la façon dont il s'est acquitté de sa tâche? Depuis, il y a eu la mise en vigueur de la loi des mesures de guerre, et je pense que ce fut une terrible erreur à tous les points de vue. Je crois que beaucoup de ceux qui ont donné leur appui à Trudeau, en 1968, pensent de

Monsieur Robert FULFORD est directeur de la revue mensuelle *Saturday Night*. Le numéro de décembre dernier était consacré à l'attitude du Canada anglais après la crise d'octobre.

même. Il y a, bien sûr, les hommes d'affaires qui ont approuvé cette mesure sans réserve. Une proportion considérable d'étudiants était également en faveur de cette loi d'exception. Mais il y a un groupe de plus en plus considérable qui désapprouve ouvertement le comportement du gouvernement lors des événements d'octobre, et, de ce fait, on prête une oreille plus attentive que jamais au mouvement séparatiste et au FLQ. Ainsi, Pierre Vallières a écrit les *NEGRES BLANCS D'AMERIQUE* il y a quelques années, et il fallut la crise d'octobre pour que ce livre soit édité à Toronto, et l'accueil fut favorable chez plusieurs lecteurs. C'est probablement le fait d'un groupe d'intellectuels, néanmoins Vallières était à peu près inconnu avant octobre, et maintenant on le connaît. Il y encore ces comités de citoyens disséminés à travers différentes villes du Canada pour venir en aide aux prisonniers politiques, et ces assemblées où Chartrand et Lemieux sont invités à prendre la parole, etc . . .

Une certaine gauche, au Canada anglais, découvre peu à peu le Québec, la gauche québécoise. Un dialogue de quelque nature est donc engagé, et le groupe Waffle en fournit un exemple. Ils reconnaissent au Québec le droit à l'autodétermination et ils le disent. La plupart des dirigeants du NPD pensent que si le Québec veut se séparer, il faut le laisser aller, mais le dire . . . ils s'imaginent que c'est encourager le mouvement indépendantiste.

En conclusion, monsieur Fulford, invité à donner son avis sur le dénouement de la situation québécoise, expose ce qui semble être pour lui une conviction: Une chose qu'il faut rappeler, au sujet des dénouements politiques, c'est qu'il n'y a jamais rien d'arrêté ou de définitif. Si le Québec se sépare dans 10 ans, tout de suite il va se créer un groupe pro-Canada, à l'intérieur même du Québec; 10 ans plus tard, il y aura une union douanière; 10 ans plus tard, on parlera peut-être de se joindre à nouveau au reste du Canada pour former un Etat bilingue. Ainsi, il se peut que vers l'an 2020, on ait vu le Québec sortir et revenir, mais cette fois en empruntant la porte de son choix et avec une personnalité conforme à ses aspirations.

## Abraham Rotstein

Le professeur Abraham Rotstein est des plus pessimiste quant à la possibilité d'en arriver à un accord pacifique entre le Québec et le Canada anglais. Il explique longuement pourquoi. On n'est pas arrivé à un consensus au sujet de la question québécoise, au Canada anglais, et nous sommes dans une période d'évolution. Dans certains cas, l'hostilité à l'endroit du Québec est profondément enracinée, mais ce pourrait devenir un facteur positif dans un contexte politique. Non que ces gens verraient d'un bon oeil le départ du Québec, mais il peuvent arriver à **accepter** cette éventualité avec hostilité, en disant: Grand bien leur fasse! Ils veulent se séparer? Peu nous importe! Ainsi, l'hostilité même peut avoir des conséquences politiques positives, en aidant le Québec à faire admettre son droit à l'autodétermination.

Tout dépend comment l'opinion publique va évoluer, mais si on laisse la gouverne à Trudeau, dans cette situation, il est probable, je pense, qu'on essaiera d'empêcher le Québec de se séparer en ayant recours à l'armée. Lévesque a raison de mettre Ottawa en garde contre l'emploi des forces armées, car c'est une véritable possibilité. Je suis donc des plus pessimiste quant à l'issue de cette affaire, s'il faut en arriver à une solution alors que Trudeau est au pouvoir. A cause de ses convictions politiques et parce qu'il est compromis avec son fédéralisme ferme, il va tout essayer, y compris une habile manipulation de l'opinion publique, pour provoquer un règlement manu militari, invoquant n'importe quels prétextes.

Depuis les événements d'octobre, la situation est plus compliquée, et je pense qu'une solution consentie et pacifique, qui arriverait presque par défaut, par hasard, est maintenant une possibilité bien mince, parce que toute cette situation est trop tendue, compliquée, pour déboucher sur un accord pacifique. Auparavant, la plupart d'entre nous croyaient que le Québec pourrait sans doute arriver à faire ce qu'il voudrait, à la condition qu'il parvienne seulement à se décider lui-même, mais maintenant je n'en suis pas sûr. Il y a donc un double problème: d'une part, pour le



**Comment, au Canada anglais, pouvons-nous constituer un appui, une force qui puissent faire échec à un éventuel recours aux forces armées et rendre possible un règlement pacifique, quoiqu'il arrive?**

Monsieur Abraham ROTSTEIN est professeur de science économique à l'Université de Toronto et directeur du Canadian Forum. Il a participé au numéro spécial du Devoir sur *Le Québec qui se fait* avec un article intitulé: *La crise et les nationalistes Canadiens anglais — La fin des illusions*. Le Canadian Forum du mois de janvier dernier était consacré à une rétrospective de la crise d'octobre.

Québec, décider ce qu'il veut, d'autre part, ce qu'il est maintenant possible de réaliser sans provoquer une intervention armée.

Le problème qui nous préoccupe est le suivant: comment, au Canada anglais, pouvons-nous constituer un appui, une force qui puissent faire échec à un éventuel recours aux forces armées et rendre possible un règlement pacifique, quoiqu'il arrive? Les plus progressistes parmi nous pensent que la première tâche qui nous attend, au Canada anglais, en est une d'éducation, parce que la profonde ignorance et le manque de compréhension de la situation québécoise vont amener des solutions politiques et même militaires impossibles à prévoir.

L'opinion publique est polarisée selon trois tendances: ceux qui sont hostiles au Québec, ceux qui sont indifférents, auxquels on peut rattacher les partisans du statu quo, et une très petite proportion de progressistes. A cause de cette division de l'opinion publique, il est impossible de prévoir le dénouement politique de cette situation, ni non plus si on aura recours à l'armée. Mais avec Trudeau au pouvoir, je suis des plus pessimiste.

En tant que fondateur du **Committee for an Independent Canada**, le professeur Rotstein attache évidemment beaucoup d'importance au néo-nationalisme qui fait son apparition au Canada anglais. Il y voit un moyen, dangereux à utiliser peut-être, mais qu'il faut quand même essayer pour arriver à une meilleure compréhension de la situation québécoise. C'est un risque. Ce nouveau nationalisme peut amener à une meilleure compréhension de la situation du Québec, les gens se disant: Nous voulons pour eux ce que nous recherchons pour nous-mêmes. Mais l'effet opposé est possible, et il se peut qu'on veuille plutôt garder le pays uni à tout prix, et dans ce cas, une plus grande répression serait à craindre pour le Québec. Je pense que nous n'avons pas le choix et il nous faut accepter le risque, autrement le pays va disparaître, en tant que Canada anglais. Il nous faudrait notre propre René Lévesque pour veiller sur nos intérêts. J'espère que les retombées de ce nouveau nationalisme, au Canada anglais, seront dans le sens d'une plus grande

compréhension des aspirations du Québec.

Bien que ce n'était pas le sujet de l'entrevue, comme monsieur Rotstein suit l'évolution de la question québécoise de très près, la tentation était trop forte pour ne pas lui demander son avis sur la situation politique au Québec même. Il me semble que dans de tels mouvements politiques, les changements les plus importants se produisent en profondeur et n'apparaissent pas tout de suite à la surface: ils émergent tout à coup d'une façon étonnante. C'est une période de gestation pour le Québec, et j'ai l'intuition que des changements fondamentaux sont en cours, provoqués par la crise d'octobre, et on verra une modification dans l'opinion publique, probablement dans le sens d'une plus grande popularité de l'option indépendantiste, parce que la crise d'octobre fut une période d'humiliation nationale pour le Québec, et même si ses effets sont encore peu visibles, il n'en résultera pas moins une orientation plus indépendantiste de l'opinion publique.

En terminant, le professeur Rotstein rappelle, en termes fort clairs, la nécessité, pour le Québec, de s'assurer une collaboration quelconque de la part du Canada anglais. On ne peut que mettre en garde ceux qui seraient tentés de donner une interprétation simpliste de l'opinion publique au Canada anglais. Ce n'est pas tranché, uniforme: c'est encore vague, c'est le Canada anglais qui se fait. Dans un mouvement en faveur de l'autodétermination pour le Québec, il doit y avoir la préoccupation d'une stratégie politique orientée vers le Canada anglais, quelque vague et complexe que soit cette réalité. En d'autres termes, le mouvement en faveur de l'autodétermination, au Québec, sera efficace, et à un prix abordable, s'il y a cette stratégie orientée vers les forces actuelles du Canada anglais. Je pense qu'une faiblesse du mouvement indépendantiste au Québec vient de ce qu'on n'a pas pris conscience, d'une façon réaliste, de la complexité du Canada anglais, lequel pourra être nécessaire, de plusieurs façons, pour arriver à une plus grande indépendance, à quelque degré que ce soit.

## Mel Watkins

Pour le professeur Mel Watkins également, Pierre Trudeau est l'homme qui complique le devenir politique du Québec. *Trudeau a pincé une corde sensible chez tous les citoyens de ce pays: pour les Québécois, leur désir d'avoir plus d'indépendance, et chez les autres, ce sentiment anti-québécois, lequel ne se montre plus au grand jour comme autrefois, mais n'en existe pas moins encore.*

*J'ai l'impression qu'un grand nombre d'Anglo-Canadiens savaient exactement qui ils allaient élire lorsqu'ils choisirent Trudeau. Il fallait quelqu'un pour remettre les Québécois à leur place, et c'est bien connu, c'est encore un francophone qui peut le mieux réussir dans pareille tâche.*

Depuis les événements d'octobre et le changement d'attitude qui en résulta au pays, il nous est maintenant permis de croire qu'advenant une victoire de René Lévesque, Pierre Trudeau, ou le premier ministre d'alors, pourrait répéter ce que Mackenzie King fit en 1944, et tenir un référendum à travers le Canada, en demandant à tous les citoyens du pays s'ils approuvent la sécession du Québec. On se doute du résultat d'un pareil référendum, mais que pourrait-on faire, il s'agit d'un moyen pacifique et tout à fait démocratique. Et on pourrait toujours se défendre en disant que c'est à l'ensemble du pays de donner son assentiment à pareil changement, et que ce n'est pas à une minorité de décider par elle-même. Qui sait? Mais je pense que si le Québec porte René Lévesque au pouvoir alors que Trudeau gouverne le pays, on va essayer par tous les moyens légaux, toutes les ruses permises, d'empêcher la séparation. Je vois comment on pourrait facilement placer le Québec dans une situation telle que la séparation deviendrait virtuellement impossible, et alors, le risque d'une guerre civile n'est pas à écarter.

En tant que vice-président du NPD et co-fondateur du groupe Waffle, le professeur Watkins n'approuve pas

Monsieur Mel WATKINS est professeur de science économique à l'Université de Toronto, vice-président du NPD et co-fondateur du groupe Waffle.



**Je pense que si le Québec porte René Lévesque au pouvoir alors que Trudeau gouverne le pays, on va essayer par tous les moyens légaux, toutes les ruses permises, d'empêcher la séparation... et alors le risque d'une guerre civile n'est pas à écarter.**

l'attitude du NPD quant au droit à l'autodétermination pour le Québec. David Lewis et beaucoup d'autres personnalités à l'intérieur du parti craignent que si le droit à l'autodétermination pour le Québec était adopté par le NPD, Trudeau dirait qu'il s'agit là d'un parti pro-séparatiste et en profiterait pour nous écraser. Pour ma part, je suis évidemment opposé à une telle attitude, car un parti doit parfois prendre clairement position, même si ça risque de diminuer sa clientèle.

Dans l'immédiat, il est essentiel qu'il y ait une option offerte à la population en dehors du style de gouvernement actuel, quelque chose de vraiment différent. Et c'est surtout aux Québécois qu'il faut donner cette possibilité de choisir. Le NPD, et je regrette de devoir le dire, ne constitue pas vraiment une option, car il s'agit d'un fédéralisme qui ne se distingue pas tellement du fédéralisme incarné par le gouvernement Trudeau ou le parti conservateur. Au Québec, nous pourrions créer un parti qui recevrait l'appui de beaucoup de gens, et même si on ne remporte pas la victoire, au moins les Québécois auraient un moyen d'exprimer leur désaccord avec le fédéralisme à la Trudeau.

De ces témoignages, on peut dégager quelques constantes ou facteurs importants.

- D'abord, la crise d'octobre modifia à ce point l'opinion du Canada anglais qu'on ne peut plus espérer une solution facile au problème de l'indépendance du Québec par rapport au reste du pays.
- Le précédent créé par l'envoi de l'armée au Québec doit nous faire redouter qu'on ne se serve à nouveau de ce moyen, même pour empêcher la séparation du Québec.
- Pierre Trudeau demeure l'homme clef dans cette question, et s'il reste au pouvoir, il faut craindre le pire.
- Pas plus que les Québécois, les Canadiens anglais, dans leur ensemble, ne sont prêts à accepter le fait de l'indépendance du Québec.
- Une minorité progressiste, au Canada anglais, comprend les aspirations du Québec et accepte déjà l'idée de l'indépendance, même si elle ne souhaite pas cette ultime mesure.
- Cette minorité progressiste cherche à intensifier le dialogue avec le Québec, surtout depuis la crise d'octobre.
- Il faudrait que le Québec, dans son effort pour faire reconnaître son droit à l'autodétermination, cherche à s'assurer la collaboration du Canada anglais.

Même s'il se dégage de ces quatre interviews une impression de profond pessimisme, le bilan est quand même positif. Et le Québec, dans ses rapports avec le Canada anglais, devra maintenir un dialogue constant avec ces *hommes de bonne volonté*, car sans leur aide, une plus complète émancipation du Québec pourrait s'avérer tellement coûteuse, que les Québécois eux-mêmes n'accepteraient pas d'en faire les frais. ●

● N.B. Cet article fut rédigé avant la tenue du congrès national du NPD.

# LES ALTERNATIVES ACTUELLES

## Un premier banc d'essai

Au début des années 60, le Québec a fait une première expérience systématique de **mise en chantier**. Nous cessions, dans une certaine mesure, de nous percevoir comme une minorité culturelle et religieuse; pour enfin envisager un pays à bâtir. L'Etat apparut d'abord comme la structure centrale, susceptible de donner corps à nos nouvelles aspirations. Nous participions, à ce moment-là, à un vaste courant mondial qui véhiculait l'idée de développement avec son étrange mélange d'utopisme et de réalisme brutal. D'une part, une conscience claire et vive de nos terribles problèmes de sous-développement et d'autre part, une confiance quasi aveugle dans les instruments que pouvait offrir le monde développé qui nous entourait.

Mais tout était à faire en éducation, en économie, en organisation sociale. Peu importe, il nous semblait que rien ne pouvait nous arrêter. D'où ces initiatives nombreuses et concomitantes dans tous les domaines. Création de nouvelles institutions de planification et de promotion, et démocratisation de l'appareil social. Mise en marche de grands projets sociaux et économiques. **Nous passions d'une psychologie de cathédrale à une psychologie de gratte-ciel, sans nous rendre compte que le béton se prête mal à la mobilité accélérée de la vie moderne.** N'empêche que la Manicouagan nous redonnait l'espoir d'accomplir des choses valables. Mais nous allions vite nous empêtrer dans un amas de grosses structures dirigées par une trop jeune technocratie, par des politiciens majoritairement traditionnels, par une poignée d'administrateurs, sans compter une masse de citoyens qui avaient gardé les réflexes spontanés de la société pré-industrielle. Les ressacs se multiplièrent jusqu'à la crise profonde d'aujourd'hui. Une trop grosse carrosserie pour un petit moteur? Ou bien des mécanismes de

développement qui tournaient en rond, à petite vitesse et sans synchronisation?

## Les préoccupations culturelles ont pris le dessus

Ici se pose une question qui est au centre du défi du développement. En plusieurs pays ou régions sous-développés, on a vite compris que le problème culturel précède, accompagne et conditionne la mise en oeuvre du capital et de la technique. Les facteurs de mentalité, d'orientation d'esprit, de style de vie prennent le pas sur le reste. Au lendemain de la guerre, pendant que les Allemands vivaient dans des baraques tout en bâtissant de nouvelles structures industrielles, les Italiens du sud concentraient leurs investissements dans l'habitation domiciliaire. On sait les résultats. Au Québec, notre révolution culturelle a noyé en quelque sorte l'économie et le politique. **Nous affirmions notre culture originale en l'opposant à une autre culture qui avait produit l'univers technologique moderne.** Nous aspirions à l'industrialisation, mais de l'extérieur et par procuration. Par ailleurs, qui sait si cette phase d'identification culturelle avec sa créativité propre n'était pas nécessaire et inévitable dans un premier temps. Il reste qu'on ne débordera pas sur l'innovation technique et économique avec la même spontanéité, et sans stratégie bien orchestrée et bien articulée. Surtout quand on tient compte du fait que l'économie mondiale actuelle oppose de redoutables concurrences que ne connaissent pas les particularismes culturels. Nous ne sauterons donc pas d'une sphère à l'autre sans rencontrer de multiples obstacles et résistances. Certains l'oublient trop facilement. Même en éducation, on sait les difficultés que les agents institutionnels rencontrent pour développer le secteur

professionnel, pour intéresser jeunes et adultes à la connaissance et à la maîtrise des rouages de la société technocratique et urbaine. Le balancier se promène du pré-industriel au post-industriel sans accrocher vraiment la réalité industrielle et ses fondements culturels propres. Au bilan, cette pièce maîtresse de nos priorités qu'est l'éducation, repose dans une sorte de vacuum économique, ou du moins elle ne s'insère pas dans un cadre véritable de développement.

## 1 - Jouer la carte nord-américaine?

Quelques développementistes de chez nous croient que nous devons jouer à fond la carte nord-américaine, en utilisant notre proximité avec les grandes firmes multinationales et leur génie de l'organisation, de la recherche et de la productivité. Quelques-uns des nôtres ont déjà les pieds dans ce monde-là. Pourquoi ne pas pousser plus loin le processus, en articulant des démarches de développement sur ce dynamisme qui se déploie déjà sur notre propre territoire. **De véritables politiques économiques gouvernementales pourraient peut-être forcer les filiales américaines installées chez nous à mieux s'insérer dans leur milieu d'implantation** et à faire profiter notre société de riches apports en bien des domaines. C'est un défi que nous partageons avec la plupart des pays du monde. Certains ont réussi, en partie, ce tour de force. Pourquoi ne pas envisager un tel risque avec tous les calculs nécessaires? Du moins, voilà une voie de développement parmi d'autres. Contentons-nous de souligner ici l'émergence d'un néo-nationalisme anglo-canadien très agressif vis-à-vis de la domination américaine et le mouvement inverse chez un certain nombre de Québécois. Ce qui n'est pas pour alléger notre propre compromis canadien ou clarifier notre situation au Québec.

# DE NOTRE DÉVELOPPEMENT

PAR JACQUES GRAND' MAISON

## 2 - Créer un ou des modèles inédits de développement?

D'autres développementistes s'orientent dans une autre direction. Ils soulignent d'abord qu'une dépendance excessive des investissements étrangers nous empêche de devenir créateurs, d'assumer nos propres possibilités d'auto-développement. D'ailleurs, n'est-il pas vrai que nos épargnes sont utilisées par des pouvoirs économiques étrangers qui les mettent à profit pour eux-mêmes, et parfois sur notre propre terrain. On n'y gagnerait pas non plus à engloutir des sommes énormes pour rivaliser avec des géants qui nous ont devancés irrémédiablement, avec des grands pays et des grosses entreprises qui seuls peuvent miser sur un immense potentiel de ressources financières et techniques. Il faut nous inspirer davantage du génie, de l'astuce et de l'imagination des petits pays prospères, sans pour cela tenter des imitations artificielles. N'aurions-nous pas nos propres points d'appui pour créer de nouveaux modèles socio-économiques et politiques sans nous prendre pour d'autres? Entrer aveuglément dans la foulée de l'expérience américaine ne résoudra pas forcément le chômage structurel lié à ce type de société technologique ni l'énorme problème social d'un style d'existence qu'un nombre grandissant de citoyens, particulièrement parmi les jeunes, rejette brutalement.

**Nous sommes donc obligés, comme pratiquement tous les pays du monde, d'imaginer de nouveaux types d'organisation économique, politique et culturelle, tout en sélectionnant les éléments valables que le patrimoine mondial a accumulés surtout dans les domaines organisationnel, technique et politique. Avons-nous donné à la formule coopérative, au système**

d'entreprise mixte toutes leurs chances? Avons-nous vraiment poussé les recherches et les initiatives possibles dans les secteurs où nos richesses naturelles offrent une première assise? Par exemple, l'expérience de Soquem portera des fruits si l'on consent de plus forts investissements dans une politique scientifique plus large et plus diversifiée, du moins pour ce qui concerne l'ensemble du monde de l'exploration. (Nous avons donné précédemment d'autres exemples qui serviraient ici à étayer ce point de vue). Inutile de dire que dans la crise actuelle, la tendance majeure est à la redistribution sans pendant innovateur et productif.

## 3 - Aller au bout de la crise actuelle?

Des minorités se veulent en rupture radicale avec les deux options précédentes. Pour eux l'idéologie et le système dominants sont parvenus à la limite critique. Il n'y a pas possibilité d'évolution homogène ou de dépassement. Toutes les réformes tentées n'ont fait qu'accentuer les facteurs d'exploitation et de dépendance, renforcer les pouvoirs ploutocratiques et oligarchiques, et réduire la masse des citoyens à une impuissance et une insécurité insurmontables. Il faudrait donc prendre d'abord la cognée pour abattre les vieilles structures et ensuite construire en neuf, en acceptant de ne pas pouvoir tracer immédiatement les traits concrets de la société et de l'homme nouveaux qu'on anticipe. Ce risque n'est-il pas au cœur de l'aventure de tout être humain qui, pour s'affirmer dans son originalité et son autonomie propres, doit procéder à des arrachements pénibles, à des libérations radicales, et à la limite au meurtre du père sous toutes ses formes. En termes collectifs, cela veut dire qu'il faut aller d'abord au fond et au bout de la crise actuelle avant de construire en neuf.

Certains misent davantage sur une action violente soutenue, d'autres sur des luttes démocratiques de plus en plus poussées. **Les uns et les autres veulent démontrer à la population dans quelles contradictions ses espoirs actuels sont noyés.** Les idées et les réformes sociales que le système néo-libéral emprunte aux forces d'opposition seraient des corps étrangers, absorbés, neutralisés, contredits ou même rejetés à long terme par un système social d'une inspiration opposée. Par ailleurs, on ne saurait compter même sur des organismes qui, pourtant, devraient prendre les devants de la poussée révolutionnaire. Par exemple, le syndicalisme ignore ou nie pratiquement la présence et l'impact de classes sociales en son propre sein. Ici comme ailleurs, on isole les problèmes en les dissociant des contradictions structurelles. On ne touche pas aux causes et on permet ainsi aux forces du statu quo de se maintenir en selle. Dans un tel contexte, ces nouvelles familles idéologiques justifient assez bien leur approche globaliste que les néo-libéraux avaient écartée avec mépris au cours de la décennie 60. La crise actuelle est globale et atteint tous les terrains de la vie collective. Il est difficile de le démentir aujourd'hui. Ici, des hommes se refusent à devenir des producteurs asservis, des consommateurs conditionnés, des citoyens honteux, des silencieux annexés, des voteurs manipulés.

## 4 - Viser d'abord un État fort et démocratique?

Une autre catégorie d'agents de développement opte pour le **primat de la fonction politique axée sur un État fort, démocratique et humain**, en refusant de s'enfermer dans ce qu'ils appellent de vagues querelles idéologiques: néo-capitalisme vs néo-socialisme, fédéralisme vs souverainisme, gauche vs droite, réformisme vs révolution. N'avons-nous pas d'abord un fond commun sur lequel nous pouvons miser, une

appartenance profonde qui nous unit les uns aux autres, une même histoire, une même culture première, des défis collectifs qui devraient nous rassembler au lieu de nous diviser? Mais ce serait au plan politique que pourraient se traduire effectivement les rapports dynamiques entre nos ressources matérielles et humaines, entre nos centres de connaissance, nos institutions économiques et tous nos autres instruments de développement, entre nos nouvelles finalités collectives et ces moyens de promotion collective. Une première clarification des exigences de cette concertation devrait précéder toute décision historique dans le sens du fédéralisme ou du souverainisme, même si cette alternative reste, bon gré mal gré, présente à cette démarche initiale.

Mais, on ne saurait oublier qu'il n'y a pas de solution unique ni de dogme dans la politique. Les aménagements de demain seront peut-être bien loin des problématiques rigides et trop simples d'aujourd'hui. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il faut assurer une première cohérence dynamique à ce que nous avons sous les pieds. Et ce lieu de concertation n'est pas d'abord la culture ou l'économie, mais un aménagement politique capable de canaliser toutes les forces vives, de déboucher sur des projets valables, et d'assurer un développement multiplicateur et de longue haleine. Il faudrait aussi **forcer les leaderships politiques à soumettre à la population des alternatives plus claires, des objectifs plus valables, des critères plus articulés, tout en impliquant les citoyens dans les divers processus de cette démarche.** Et la clarification des enjeux et des choix n'est pas la moindre tâche. Pensons à quelques questions vitales encore mal élucidées: nos rapports économiques avec les autres provinces et avec les États-Unis (investissements, politiques tarifaires, industries protégées, etc.) le capharnaüm des juridictions fédérales-provinciales, le débat sur les pôles de développement

(Montréal et les autres régions, sans compter une juste évaluation du B.A.E.Q.), les programmes de subventions aux investisseurs, et bien d'autres points chauds. Bref, il nous faut une estimation plus juste des politiques économiques actuelles, pour éviter des débats stériles ou l'éternelle tentation de diversion.

Ces agents de développement veulent donc que les hommes d'État, politiciens et technocrates, fassent de celui-ci **l'institution vraiment centrale de la société globale.** Ce qui implique, par exemple, des interventions vigoureuses et intelligentes dans certains secteurs qui échappent aux impératifs de bien commun ou qui opèrent dans des réseaux parallèles et non soumis au contrôle démocratique, dans des institutions qui, tel un tissu cancéreux, s'enrichissent provisoirement avant d'empoisonner définitivement tout l'organisme social. On reproche ici à certains hommes politiques d'éteindre les petits feux, de se limiter aux mesures d'urgence, de sacrifier l'avenir angoissant des jeunes au profit des jeux politiques partisans du présent. **Au delà des à coups du jour ou des budgets semestriels, au delà des justifications idéologiques ou des principes abstraits, on plaide pour l'émergence d'une grande politique capable d'anticiper au moins le proche avenir et d'agir en conséquence.**

### Un pays neuf à bâtir

Nous ne saurions nier la part de vérité que véhicule chacune de ces quatre tendances un peu caricaturées. Il y en a sûrement d'autres. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est le défi de confrontation et de concertation que comporte ce pluralisme peut-être mieux découpé qu'autrefois. Nous n'éviterons pas des débats de fond. Mais serons-nous assez responsables pour les situer dans des démarches cohérentes et constructives (même dans le cas des neuves utopies avec leur fécondité

propre)? **Les stratégies de développement possibles nous apparaissent le premier lieu où les divers groupes et institutions, les formations politiques, les familles idéologiques et les différents leaderships ont rendez-vous.** Pourquoi ne pas consentir pour le développement les mêmes efforts concertés qu'exige une guerre? La crise actuelle n'a-t-elle pas un impact aussi grave? Il m'est avis que beaucoup d'hommes sont sacrifiés dans les débats actuels. Il y a tellement de façons de se défilier ou de fuir la réalité brutale ou de reporter ses responsabilités sur les autres. Nous ne pouvons nous tromper en misant sur ce qu'il y a de meilleur en nous-mêmes et chez les autres.

Il s'agit de bâtir un pays en neuf, et non de coudre des pièces nouvelles sur de vieux vêtements, sans écarter pour cela les riches matériaux de notre expérience passée et récente. Mais, c'est autour d'un **nouveau chantier** que nous saurons peut-être nous rallier et nous engager dans des tâches inédites et créatrices. Un chantier qui soit nôtre sans exclusive. Un chantier qui porte sur des biens essentiels et de vrais objectifs humains sans céder aux fausses grandeurs. Un chantier qui s'appuie d'abord sur nos appartenances et nos aspirations profondes, sur nos propres dynamismes. **Nous ne pouvons pas renoncer à être des partenaires égaux et de plain-pied avec qui que ce soit.** Ce serait tragiquement abdiquer le fondement même de notre dignité et de notre liberté individuelle et collective. Au delà de cette détermination, la qualité de notre action et de notre vie quotidiennes restera toujours le test de vérité et de nos solidarités et de nos engagements. ●

# DANIEL BERRIGAN OU DU POÈTE · JÉSUIITE AU GÉOGRAPHE · ACTIVISTE

PAR SERGE CARLOS



Philip et Daniel Berrigan brûlent les dossiers militaires soustraits à Catonsville.

Religious News Service photos

BERRIGAN:

*My point is a very simple one: that we as active and concerned individuals are historically valid and useful for the future only in proportion as our lives are tasting some of the powerlessness which is the alternative to the wrong use of power today; and that's where I am.*

COLES:

*At the edge.*

BERRIGAN:

*At the edge.*

Depuis les événements de Catonsville, Daniel Berrigan fait de la géographie. Ce jésuite américain est une force de la nature. Dans un volume qui date de mars 1970 (2), il nomme ses sources, reconnaît les étapes de son itinéraire et décrit les accidents de terrain qui gisent en aval et en amont de son cours. Le premier chapitre de ce livre s'intitule *géographie spirituelle*. C'est là une géographie descriptive, elle identifie bien l'univers dont elle s'occupe: univers moral. Elle a pour but de poser en termes clairs, de fixer dans le paysage terrestre, les questions fondamentales que la grande majorité des Américains préfèrent laisser planer dans la stratosphère. A la suite de la publication de cet essai de géographie spirituelle, les événements défilent à un rythme accéléré. Les accidents naturels bouleversent le cours du fleuve Berrigan, ils sont aussitôt traduits en accidents spirituels dont il faut canaliser le déferlement. Les résultats de cette oeuvre de canalisation nous ont été récemment dévoilés. Le New York Review of Books publiait en mars des extraits d'une longue conversation entre Daniel Berrigan et le psychiatre Robert Coles (3). La géographie devient analytique. L'ensemble de ces conversations paraîtra à l'automne prochain sous le titre significatif de *géographie de la foi*. Berrigan affirme que seule une position de foi permet de maîtriser les éléments de l'univers spirituel. Par le fait même, l'auteur précise sa place dans cet univers. Il sera dorénavant à la périphérie, aux confins du territoire.

Il est intéressant de rapporter ici les résultats de la recherche des oeuvres de Daniel Berrigan dans les librairies anglophones de Montréal. Les libraires de l'autre culture connaissent bien le récipiendaire du prix de poésie Lamont, ils ignorent

cependant le destin de ce poète-jésuite depuis la consécration de 1957. Dans ses essais *géographiques*, Daniel Berrigan reste fidèle au discours du poète. On jouit allègrement de son style, mais on tonne contre l'ambiguïté qu'il véhicule dans le traitement de questions cruciales. Cependant le poète lui-même est très conscient de l'imprécision que contenait NO BARS TO MANHOOD. Pour expliquer sa nouvelle position à la périphérie, il est plus précis: *In order to become men at all we've got to become political men, because that's where the action and the struggles are and that's where the edge is.* (4)

Depuis que M. Edgar Hoover, pontife des polices secrètes américaines, a livré à un comité du sénat la nouvelle d'un complot avorté en échange d'une augmentation du budget de son entreprise, depuis que la justice officielle a émis des mises en accusation impliquant les frères Berrigan dans ce complot, la presse libérale américaine se demande si Daniel Berrigan n'a pas, de sa position instable à la périphérie de son univers moral, basculé dans l'abîme de la violence politique. Le magazine TIME pose clairement les données de la question, l'essence du message doit se lire comme suit: *la presse du centre-gauche modéré aime bien relater les péripéties d'une monumentale partie de cache-cache opposant un jésuite aux agents du FBI, mais si les bons petits curés commencent à se prendre au sérieux et à vouloir s'immiscer dans la grande dynamique politique, nous serons là pour les condamner.* Pour le TIME, il ne s'agit donc pas de discuter les questions fondamentales soulevées par l'action de la gauche catholique américaine, particulièrement telles que formulées par Daniel Berrigan, il convient simplement de savoir si les Berrigan et leurs collègues ont commis le péché de l'esprit, celui de rêver à participer au rituel politique à partir d'une position de pouvoir acquise par des moyens dits *violents*. Rien de surprenant dans cette réaction des néolibéraux américains quand on sait que mon collègue de Chicago, le sociologue aseptisé du pluralisme américain, Andrew Greeley, curé par surcroît, considère les frères Berrigan comme des activistes farfelus qui *ne s'intéressent qu'à des prises de position morales et à des gestes liturgiques.* Et si les questions

importantes de l'heure étaient d'abord et avant tout morales? Et si la société américaine (entendons ici les détenteurs du pouvoir) se refusait à examiner ces questions tant qu'elles ne sont exprimées que dans le langage liturgique?

Dans les quelques paragraphes qui suivent, nous essaierons de percevoir les éléments importants de l'aventure des Berrigan.

## De la résistance passive à l'initiative de l'action

En mai 1968, les frères Berrigan tiennent une conversation décisive. Daniel a connu la consécration propre à toute carrière de jésuite. Depuis l'automne de 1967, il est le premier participant catholique du United Religious Work de l'université Cornell, une communauté oecuménique oeuvrant sur le campus d'Ithaca. Il est arrivé à la renommée par ses succès de poète, son activité dans les mouvements d'opposition à la guerre du Vietnam, ses livres et ses articles. Son frère, Philip, est membre d'un Ordre religieux plus humble qui se consacre au travail avec les défavorisés (particulièrement les Noirs), les joséphites. Déjà Philip attend une sentence pour avoir commis un sacrilège patriotique: il a versé du sang sur les dossiers d'un bureau du service militaire de Baltimore. Philip, l'activiste, propose à Daniel, l'universitaire, de porter leur protestation contre la guerre sur la place publique. Le 17 mai 1968, les Berrigan avec Sept frères d'armes détruisent par le feu les dossiers de la succursale du service militaire de Catonsville. Quelques jours plus tard ils célèbrent l'Eucharistie dans une cellule de la petite prison de Towson, célébration à laquelle participe leur geôlier.

Les racines de cette décision de Daniel Berrigan, de passer à un autre style d'action, sont révélatrices. Jusqu'à l'événement de Catonsville, sa contestation de la guerre demeure dans les limites de la légalité. S'il n'a pas de problèmes avec l'Etat, il en rencontre un certain nombre dans l'Eglise. En 1965, au retour d'un voyage en Europe de l'Est et en Afrique, il entre en conflit avec le cardinal Spellman. Cette année sabbatique lui avait permis d'assister à la Conférence Chrétienne pour la Paix. Il y avait ren-

contré des catholiques de partout qui ne pouvaient comprendre le silence de la catholicité américaine face au génocide vietnamien. Daniel Berrigan croit à la possibilité de changer l'Eglise. Du moins il y croyait en 1965, puisqu'il écrit au sujet de cette époque: *Nor could I convey the electric and terrifying quality of the times merely by saying that my relationship to my Church and my Order were being profoundly reordered. The fact is, two cents plain, that we were helping to create a new Church, and a new Order.* (5) Notre jésuite signe des déclarations de complicité avec les citoyens américains qui ont décidé de soutenir et d'aider les jeunes qui refusent le service militaire. Il participe à la création du groupe *Clergy and Laymen Concerned about Vietnam*. En novembre 1965, un jeune catholique que Daniel connaît à peine, Roger La Porte, s'immole devant l'édifice des Nations-Unies. La rumeur circule dans les milieux catholiques que l'amitié de Daniel Berrigan pour Roger La Porte a joué un rôle important dans le geste de ce dernier. Quelques semaines plus tard, la Compagnie de Jésus envoie son rejeton récalcitrant en Amérique latine. Daniel Berrigan gagnera cette bataille. Des catholiques qui l'appuient se paient une annonce dans le New York Times pour sommer le cardinal Spellman et les supérieurs jésuites de donner les raisons de cet exil forcé. La Compagnie fait revenir Daniel Berrigan. Jusqu'à l'invitation de l'université Cornell à l'automne 1967, il se consacre à des activités non ecclésiastiques. Il participe à divers projets de l'Office of Economic Opportunity, organisme central de la guerre à la pauvreté. Convaincu de l'impossibilité de remporter cette guerre tant que l'autre se poursuit, il est content de retrouver une plate-forme de contestation dans les cadres des institutions religieuses, en s'intégrant au United Religious Work.

Dans sa *géographie spirituelle*, Daniel Berrigan raconte comment le premier geste illégal de contestation de son frère Philip l'a surpris, comment il a eu de la difficulté à le comprendre. Plus d'un an et demi plus tard, il ne se laisse pas facilement convaincre du bien-fondé de la nouvelle offensive contre les dossiers militaires. Son adhésion procède d'une analyse politique de son frère

qui montre clairement comment le pouvoir américain sait canaliser la contestation. Dans les termes de Daniel, l'analyse se déroule ainsi: *it must be evident by now that the government would allow men like myself to do what we were doing almost indefinitely: to sign statements, to picket, to support resisters in court. Even if they did pick us up, it was the government who were choosing the victim and the time and place of prosecution.* (6) Daniel a connu cette justice sélective quand il a vu Benjamin Spock et William Sloane Coffin accusés d'aider des jeunes à refuser le service militaire, lui qui avait signé les mêmes déclarations de culpabilité. Son expérience à l'occasion des progrès de ces jeunes récalcitrants va dans le même sens. Il se trouve toujours face à des juges qui reconnaissent l'importance des questions soulevées par cette résistance morale, mais qui se dépêchent de discuter toute l'affaire en terme de sanctions, de techniques légales, de réhabilitation... (7) L'avenir donna raison à cette analyse: la transformation du service militaire en loterie a presque anéanti la contestation étudiante au sujet d'un mécanisme socio-politique qui demeure pourtant aussi brutal.

Daniel Berrigan quitte la résistance passive pour avoir le choix du terrain de contestation, pour forcer l'adversaire à le rencontrer. Se constituant prisonnier après un acte illégal posé sous les feux de l'actualité, il ne laisse pas la chance au système de se dérober à l'affrontement. Il convient de noter que cette analyse de la situation politique peut s'étendre à l'institution religieuse. Quand il évalue *l'affaire Berrigan*, le Révérend Andrew Greeley ne se fait pas tort de mentionner au premier plan que les Berrigan ne jouissent pas d'appuis massifs chez les catholiques américains. En sociologue averti, il connaît les études qui montrent comment l'institution ecclésiale parvient aussi bien que le gouvernement à neutraliser les velléités de contestation de ses ministres. Glock et Ringer ont déjà décrit les mécanismes qui font de l'Eglise un pilier du conservatisme sur des questions qui divisent l'opinion publique. (8) L'Eglise préfère, en période de crise, s'abstenir de prendre une position claire plutôt que d'entrer en conflit

avec les attitudes traditionnelles de ses ouailles, elle évite de tirer les conclusions qui découlent logiquement des valeurs religieuses qu'elle est censée représenter. Une enquête plus récente indique que même si 68% d'un échantillon de pasteurs protestants croient qu'ils peuvent grandement influencer les attitudes socio-politiques de leurs paroissiens, à peine 8% sont d'avis que ces mêmes paroissiens accepteraient qu'ils discutent dans un sermon des questions politiques et sociales controversées. Les auteurs de cette enquête soulignent que: *The fact that one out of three Protestant Clergy had never said a word about the war indicates a degree of silence that seriously challenges the notions of sermon as source of moral guidance.* (9) Pour Daniel Berrigan, les occasions de soulever le problème moral de la guerre du Vietnam avec des paroissiens moyens n'ont pas été nombreuses. Il a passé la majorité de sa carrière dans des institutions d'enseignement. S'il faut en croire l'étude de Hammond et Mitchell, le ministère universitaire est une invention des Eglises établies pour circonscrire le danger que représentent les pasteurs trop controversés. (10) En acceptant l'invitation de l'université Cornell, Daniel se coupait des possibilités de poser les questions fondamentales dans un cadre plus large, celui de la communauté chrétienne américaine. D. Berrigan ne donne aucune indication qui nous permette d'affirmer que les éléments de son analyse politique aient servi à évaluer sa position stratégique dans l'Eglise. On peut cependant poser l'hypothèse selon laquelle la *liturgie du feu* de Catonsville est une tentative de réaliser un sermon de masse, en palliant l'absence de canaux appropriés pour ce faire dans les structures de l'Eglise officielle.

Daniel Berrigan, fidèle à son génie de poète, demeure fasciné par le langage. Dans *NO BARS TO MANHOOD*, des chapitres importants s'intitulent *The Word as Liberation* et *The Speech Defines the Style*. Il faut le suivre dans ses interprétations de Shakespeare et de Ionesco, il faut le voir reconstruire le vocabulaire de Camus, pour accepter avec lui que les périodes de crise exigent une constante innovation dans la liturgie de la parole. Il est clair, pour moi, que Daniel Berrigan voit d'abord et avant tout, dans

l'épisode de Catonsville, la possibilité d'innover dans le domaine du langage moral à l'échelle d'une collectivité. Greeley a bien raison, tout ceci n'est que liturgie. Reste à savoir si on doit se désoler de voir certaines personnes tenter la solution liturgique comme alternative à la violence politique ou au silence angoissé.

## Un problème de civilisation

*What are we fighting for  
Don't ask me I don't give a damn  
The next stop is Vietnam.  
Well, I ain't no time to wonder why  
Woopee, we're all gonna die.  
Come on Fathers don't hesitate  
To send your sons off  
before it's too late.  
Be the first one on your block  
To have your boy come home in a box.*

Country Joe McDonald  
I-feel-like-I'm-fixin'-to-die-rag

Daniel Berrigan a sûrement entendu le grand Country Joe exorciser le mal américain du siècle avec cette chanson au festival de Woodstock. Ce langage est puissant, mais il s'adresse à une génération qui n'a pas besoin qu'on lui explique le problème de la mort. C'est aux parents de ces jeunes qu'il faut transmettre cette angoisse. Dans le cheminement du poète-jésuite, la mort est sans cesse présente. Elle apparaît dans le sacrifice de Roger La Porte, puis dans celui d'un garçon de seize ans devant la cathédrale de Syracuse à la veille des événements de Catonsville. C'est aussi la mort qui domine dans le contact de Daniel Berrigan avec la réalité quotidienne de Hanoï en février 1968. Le message de Catonsville est le refus de la mort comme style de vie d'une nation: *We hoped our experiences would urge others to discover alternatives to the imposition of death, to the socializing of death, to the technologizing of death... Many of us were sick unto death of death itself as a definition of the American way. We wanted to say, quite simply and clearly, at Catonsville, in the court, and in the prison that undoubtedly will follow, that something radically different is still possible, that we ourselves wished to offer, a possibility of achieving that difference.* (11) Ce quelque chose de radicalement différent, cette alternative à la

civilisation de la mort, ne saurait être entaché de violence. Ce n'est pas non plus la non-violence de Martin Luther King. Cette non-violence qui est une quête d'identité à travers la souffrance sociale consentie, où il s'agit de montrer qu'on peut aimer plus que l'adversaire. Alors que King définit cette stratégie de la non-violence dans un article intitulé *Love, Law and Civil Disobedience* (13), D. Berrigan la décrit dans un chapitre qu'il coiffe du titre: *Conscience, the Law, and Civil Disobedience*. La stratégie d'amour façonne l'identité du peuple noir, la stratégie de la conscience doit répondre à la question *Who are we as a people?*. (14) Ce sont les institutions de la société qui doivent répondre à cette question. La réponse n'est pas dans le comportement individuel ou collectif, elle réside dans le fonctionnement de l'appareil social. Pour le Daniel Berrigan de Catonsville, le système judiciaire est le lieu privilégié de discussion de cette question fondamentale. Aussi se présente-t-il à son procès avec ses compagnons sans la moindre velléité de mener un combat juridique. Ils n'opposent aucune résistance à la condamnation légale de leurs actes et préfèrent que toute cette affaire se règle au plus vite. En échange, ils veulent présenter leur point de vue, confronter le système judiciaire à son rôle de guide dans la définition d'une nouvelle éthique sociale américaine. Ils parviennent à tenir une conversation sérieuse avec le juge, une fois les techniques du procès terminées et en l'absence des jurés. A la fin de cette conversation, ils se frappent à un mur. Le juge, en tant que citoyen, reconnaît l'importance des questions qu'ils soulèvent. En tant que magistrat, il ne peut tenir compte de ces considérations.

Fort de cet échec, le Daniel Berrigan de la *géographie descriptive* s'interroge sur sa stratégie, sur la façon de présenter l'alternative à la civilisation de la mort. Avec l'aide du prophète Jérémie, il pose que la tâche importante consiste à découvrir la signification profonde des événements, que la lutte contre la substance de mort de la civilisation américaine est porteuse de sa propre signification. Il découvre cependant, à la lecture de Bonhoeffer que toute solution de niveau individuel ne saurait faire avancer les choses. La lutte doit être collective. Reprenant l'expérience du prisonnier Paul, celui

de la lettre à Philémon, il voit que la lutte ne saurait être partielle. Elle doit s'attaquer à toutes les facettes de la vie socio-politique. Il faut affronter l'histoire de la civilisation occidentale: *One must not conclude that because a man's civil or human rights are vindicated, he is thereby a free man. The tendency of history, especially of Western history, is to liberate man in certain precious and public areas, at the same time progressively enslaving him in more mysterious ways.* (15)

Quand viendra le moment de répondre à la responsabilité individuelle qu'il porte par rapport aux actions de Catonsville, d'aller recueillir la punition des mains de l'appareil judiciaire, Daniel Berrigan refusera d'obtempérer. Refus de voir sa résistance ramenée aux dimensions d'un geste individuel dirigé vers une parcelle du système générateur de mort. Le 9 avril 1970, il devient fugitif avec son frère et deux autres co-accusés. Son frère se livrera à la justice le 21 avril. Quant à lui, la fugue devient un mode d'action. Jusqu'à ce que le FBI le retrouve enfin, quatre mois plus tard, il répandra sa conviction à travers des canaux que le système ne rend pas disponibles. Tous les grands médias de communication veulent une entrevue avec Daniel Berrigan, le fugitif. Tous l'obtiennent. Les paroissiens moyens goûtent le sermon d'un fugitif. Cette vaste chasse à l'homme est l'occasion de créer une communauté de résistance à travers les Etats-Unis. Les membres de cette communauté ne sont plus des étudiants, ils sont avocats, médecins, universitaires, ministres du culte... Dans la complicité de l'illégalité, naissent les nouvelles dimensions de la *géographie analytique*.

## Vers une autre "fête de la parole"

Dans ses entretiens avec Robert Coles, Daniel Berrigan formule sa position en termes plus politiques que moraux. Nous devons attendre la publication complète de ces conversations avant d'en faire une analyse en profondeur. Retenons pour l'instant trois thèmes.

1 • Daniel Berrigan se refuse dorénavant à discuter des événements isolés de violence

politique. Il continue à rejeter la violence contre les personnes, mais s'apprête à aborder en termes stratégiques la violence contre la propriété. Une discussion stratégique doit nécessairement poser l'ensemble du problème de la violence, de la violence institutionnelle à l'éventail des canaux de contestation.

2 • Le système judiciaire n'est pas le seul lieu où doivent naître les alternatives à la civilisation de la mort. Chaque institution, chaque secteur d'activité doit être remis en question par les gens qui y participent. Les psychiatres doivent découvrir comment leur système de catégorisation des individus dépend du pouvoir politique et de l'allure générale de la civilisation. Les universitaires, les clercs, les avocats, les médecins, les syndicalistes, les *fonctionnaires de la pauvreté* doivent affronter les mêmes questions dans leur secteur propre.

3 • Aucun individu ne peut mettre en question le secteur du système dans lequel il oeuvre sans l'appui d'une collectivité. Selon Berrigan, si le plus grand nombre de citoyens doivent être amenés à mettre les institutions en question, il faut pallier l'insécurité qui retient tous les individus atomisés par la structure sociale au moment de prendre un risque. Les conséquences de tels risques ne peuvent être assumées par chacune des familles de la société et seules des collectivités plus larges peuvent fournir les assises d'une action soutenue.

Aussitôt ces propos échangés avec Robert Coles, Daniel Berrigan est repris par le FBI et emprisonné. Depuis août 1970, le gouvernement a su reprendre l'initiative de la lutte. Le 12 janvier 1971, l'Attorney General Mitchell annonce l'émission de six mises en accusation en rapport avec une conspiration visant l'enlèvement du conseiller présidentiel, Henry A. Kissinger et le sabotage des conduites de chauffage de Washington. Philip Berrigan est parmi les accusés. Le nom de Daniel figure dans une liste de sept autres membres de la conspiration bien que ces derniers ne fassent pas encore l'objet de mises en accusation. Quand on connaît la propension du gouvernement américain à utiliser la conspiration comme arme privilégiée à l'endroit de ceux qui font trop de bruit, quand on sait qu'un espion de la police

secrète est un acteur important de toute cette affaire (16), on accueille la nouvelle avec scepticisme. De toute façon, la culpabilité ou l'innocence du groupe Berrigan n'est pas l'élément le plus important de ce nouvel épisode. La longue procédure judiciaire qui s'amorce ramène Daniel Berrigan au niveau du rituel de la parole. Il semble que l'équipe Berrigan, contrairement à la stratégie suivie en rapport avec l'épisode de Catonsville, soit décidée à affronter le gouvernement sur le terrain juridique. Si on se rappelle le procès des 7 conspirateurs de Chicago, on ne peut s'empêcher de prévoir que le procès à venir sera une véritable fête de la parole. Cette fête promet d'autant plus d'être monumentale si on tient compte du fait que le groupe des accusés est constitué de prêtres et de religieuses plutôt que de hippies, et que l'avocat de ces derniers est Ramsay Clark, l'ancien ministre de la justice, et non William Kunstler. Cette fois-ci, la lutte oppose des gens qu'une bonne partie de l'opinion publique ne peut désavouer d'un revers de la main ne serait-ce que par suite des rôles religieux et politiques imposants qu'ils représentent. ●

## BIBLIOGRAPHIE

- ( 1) D. Berrigan, S.J., and R. Coles: *A Dialogue Underground*, THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS, vol. XVI, no. 4, March 11, 1971, p. 22.
- ( 2) D. Berrigan, S.J.: *NO BARS TO MANHOOD*, New York, Doubleday and Company, 1970. (Bantam Books a publié une édition de poche en 1971; nos références se rapportent à cette édition).
- ( 3) En plus de l'article mentionné à la note 1, voir *Dialogue Underground II*, THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS, vol. XVI, no 5, March 26, 1971.
- ( 4) *A Dialogue Underground*, op. cit., p. 26.
- ( 5) *NO BARS TO MANHOOD*, op. cit. p. 11.
- ( 6) *NO BARS TO MANHOOD*, op. cit. p. 15.
- ( 7) Pour une description particulièrement précise de cette expérience de la futilité de l'appareil judiciaire face à des questions morales, voir *NO BARS TO MANHOOD*, op. cit., pp. 106-113.
- ( 8) C. Y. Glock and B.B. Ringer: *Church Policy and the Attitudes of Ministers and Parishioners on Social Issues*, in C.Y. Glock and R. Stark, *RELIGION AND SOCIETY IN TENSION*, Rand McNally, Chicago, 1965, pp. 227-241.
- ( 9) R. Stark, B.D. Foster, C.Y. Glock and H. Quinley: *Sounds of Silence*, *PSYCHOLOGY TODAY*, April 1970, p. 41.
- (10) P. Hammond and R.S. Mitchell: *Segmentation of Radicalism. The case of the Protestant Campus Ministers*, *AMERICAN JOURNAL OF SOCIOLOGY*, 71, 1966, pp. 133-143.
- (11) *NO BARS TO MANHOOD*, op. cit. p. 26.
- (12) *NEW SOUTH*, December 1961.
- (13) *NO BARS TO MANHOOD*, op. cit. p. 30.
- (14) *NO BARS TO MANHOOD*, op. cit. p. 104.
- (15) *THE NEW YORK TIMES*, February 21, 1971.

**envoyez  
votre formule  
d'abonnement  
aujourd'hui**

Je désire recevoir **MAINTENANT** à partir du mois de \_\_\_\_\_

Je choisis un abonnement: ☐ ordinaire \$7. ☐ étudiant \$5. ☐ de soutien \$10.

J'inclus la somme de \_\_\_\_\_

**nom:** \_\_\_\_\_

**adresse:** \_\_\_\_\_

**Maintenant**

2715, Chemin Côte  
Sainte-Catherine  
Montréal 250  
(514) 739-2758

# LA CRISE DU LANGAGE RELIGIEUX

## CE QUE NOUS ATTENDONS DU LANGAGE DE L'ÉGLISE

PAR FERNAND DUMONT

En février, interrogeant la crise du langage religieux, nous étions amenés à examiner le destin d'ensemble de la parole dans nos sociétés contemporaines. Cette parole, nous l'avons considérée dans son espace le plus large et non pas seulement pour ce qui concerne les énoncés du langage articulé. Celui-ci réveille un sens infiniment plus vaste que lui-même; il nous reporte aux entrelacs des signes et des symboles qui sont le texte du monde.

Les formes qui agglomèrent et commentent signes et symboles varient avec les changements historiques. Jadis, les mythes prétendaient réconcilier un ciel de la contemplation avec une cohésion parallèle dans les techniques et les coutumes du travail. Il n'en est plus ainsi: les symboles sont libérés de leurs anciennes attaches et se promènent librement dans les nuages et dans les consciences; d'autre part, les signes trouvent une systématisation étroite dans les machines, les techniques sociales, les organisations et, plus abstraitement, dans les actuelles théories de l'information.

Pourtant, nous avons cru le reconnaître, symboles et signes refont jonction dans les rites répandus dans nos vies quotidiennes. Aujourd'hui comme jadis, les hommes tâchent de surmonter la répétition de leurs gestes et de leurs conduites dans des fêtes, dans des percées plus modestes aussi où le monotone déroulement du temps tâtonne autour de la transcendance. La marge et la contradiction sont grandes entre ces rites, qui ne sont pas officiellement **religieux** pour la plupart, et ce qu'on appelle d'ordinaire **l'engagement**. De quelque espèce qu'ils soient, nos engagements sociaux et politiques illustrent l'assimilation et le défi des signes rigoureusement fonctionnels du travail et des symboles qui suggèrent des fins plus lointaines. Le travail et le rite ne cessent pas de se convoquer, sans toujours reconnaître leur foncière parenté.

A partir de ce constat, les voies et les tâches s'étoilent en des directions fort diverses. Je n'apprendrai rien à

personne en disant que le devoir principal de la politique est présentement de réconcilier les idéaux et les techniques, les symboles et la rationalité. Sur le terrain plus élémentaire de l'économie, les décisions relatives à la croissance — qu'elles soient prises par l'Etat ou par l'entreprise **privée** — posent les mêmes exigences; la publicité a suffisamment fourragé dans les symboles pour nous persuader de leur portée **économique**. Faut-il aussi rappeler que l'art appelle un horizon qui ne soit pas seulement la négation du travail et qui, faute de donner forme à l'existence des hommes, ne saurait que redire perpétuellement que la vie n'a pas de sens. Divers sont les chemins où notre monde attend la cohésion de son langage.

### Une parole qui jaillit de l'histoire qui se fait

La recherche d'une parole religieuse participe de cette pluralité de questions. Elle ne peut pas s'en isoler. Non pas que les croyants doivent attendre que les politiques, les économistes ou les artistes nous aient donné une nouvelle culture. Il nous faut plutôt prolonger, à la manière de la foi, la recherche d'une totalité du sens et de l'existence. Car la foi et l'Eglise participent de tous les langages parce qu'elles anticipent modestement leur réconciliation. Le langage religieux n'est pas juxtaposé aux autres façons de parler. Il vient au monde par en-bas aussi bien que par en-haut: par la Création qui est l'inauguration du travail, par la Rédemption qui est la restauration des fins. Ce n'est pas à l'univers que l'Eglise parle mais du cœur de l'univers, de cet endroit où s'enfante le sens et où Dieu se tient aux aguets.

Il ne s'agit donc pas de savoir ce que la foi ajoute aux engagements que l'on appelle **profanes**. La foi remonte plus loin que les motivations qui inspirent nos combats politiques et sociaux. Elle est en deça du travail; elle prétend fonder la manipulation du monde à partir du dessein du premier manipulateur. Que l'on relise là-dessus la **Genèse**: on y

verra le Sens tout entier ramassé dans une Fabrication qui préfigurait toutes les autres.

Cette Création était la critique anticipée de nos travaux. Elle impliquait une évaluation de ses signes accoutumés, une récapitulation qui permette l'ouverture vers les appels de l'engagement. C'est aux hommes qu'il revient, croyants ou non, de reprendre cette préfiguration et cette critique. Par exemple, quand on oppose **efficacité** et **idéologies** dans les discussions de notre temps, on doit à la fois consentir et s'insurger. Il y a des règles et des normes de la fabrication du monde et des sociétés; il nous faut sauvegarder ces critères comme une fidélité aux structures de l'univers. La Raison ne s'oppose pas à la parole de la foi; elle lui montre où il faut chercher le sens. En retour, la foi n'offre pas un désistement par en-bas. La **pureté** dont on nous accuse volontiers n'est pas la résultante d'une sorte de grand ménage périodique qui nous laisserait la conscience nette, et vide. La **pureté**, c'est la redescente le long des fils divers qui nous relient à la dispersion de surface du travail et des engagements mais pour une mise ensemble au niveau des racines.

Que l'on ne voie pas là des affirmations qui se voudraient à la mode. Relisez l'Ancien Testament. Si vous y cherchez les puretés éthérées des cantiques, prières et sermons d'un certain christianisme du dix-neuvième siècle, vous serez déçus dès l'entrée. Les gens du LIVRE n'ont pas l'âme propre comme s'il la lavait tous les samedis. Ils se salissent, se battent, invoquent Dieu et se renient tout après. Ils font l'histoire et Dieu la fait avec eux. Dieu leur donne promesses et ils en profèrent aussi. L'**Alliance** ne se confine jamais à la sacristie. On combat comme on se parle. Dieu morigène ses fils et ceux-ci ne se privent pas de faire de même. La tâche de signifier n'est pas uniquement confiée aux artistes ou aux politiciens: c'est un débat où tout se trouve engagé et où le péché, la fidélité et la grâce se disputent la scène du monde.

### Le rôle des prophètes

Parmi tous les personnages du Testament Ancien, le prophète est celui qui figure le mieux la parole engagée des chrétiens et de l'Eglise. Certains prophètes ont été choisis jeunes. D'autres ont été saisis plus tard en plein quotidien de leur métier et de leurs habitudes: des tourmentés qui se sont trouvés responsables un bon jour de la signification de la terre, du destin de leur peuple et de l'avenir de la parole. Alors ils ont vu dans le travail de tous les jours ce que d'autres n'entrevoient qu'à peine. Amos le rappelait: ***Je ne suis ni prophète ni fils de prophète, je suis ouvrier et pinceur de sycomores; mais l'Eternel m'a pris de derrière les troupeaux, et l'Eternel m'a dit: va, prophétise à mon peuple Israël!*** (Am., 14-15). Moïse avait déjà été tiré d'une autre classe sociale pour une vocation analogue.

L'engagement venait donc du travail. La parole religieuse défait les signes ou, si l'on préfère, elle les prolongeait dans d'extraordinaires symboles.

Car dans ce lointain passé de notre foi, il y avait aussi des techniques. Non pas seulement des façons de cultiver la terre, mais des machines aussi. Comme dans une usine d'aujourd'hui, Jérémie a longuement observé la chaudière fumante où les travailleurs brûlaient la paille. Il a dû ronchonner, je veux dire méditer là-dessus et à diverses reprises. Puis il a entrevu, lentement ou d'un seul coup on ne sait trop, le sens religieux d'un travail bien instauré par ailleurs dans son utilité et sa fonction sociale:

*Que vois-tu?  
Je vois une chaudière bouil-  
lonnante, dont la face  
antérieure est tournée vers le  
nord.  
Et l'éternel me dit: c'est du  
nord que le malheur  
éclatera sur tous les habi-  
tants du pays.  
(Jér., 1, 13)*

De la plus humble chose jaillissait l'histoire et la parole de la foi. Pour-

qu coast-il donc écrire des articles sur la crise du langage religieux alors que la réponse est déjà dans l'Ecriture que nous lisons tranquillement par morceaux sous la lampe ou le dimanche à la messe? Serait-ce que nous allons à la lecture ou à la messe comme on ne va pas à l'histoire?

Dieu va sans doute à la messe. Mais il fait surtout l'histoire. Du moins, Jérémie le prétend. Cette fois, dans le texte que je veux transcrire, nulle image de chaudière ou d'usine. Une belle image de nature, de ce printemps que nous allons voir resurgir nous aussi après les neiges abondantes de l'hiver et les orages politiques d'octobre:

*La parole de l'Eternel s'adressa à moi  
en ces termes: que vois-tu,  
Jérémie?*

*Je répondis: Je vois un  
rameau de l'arbre hâtif;  
Tu as bien vu, me dit l'Eternel,  
Je vais me hâter d'accomplir  
ma parole.  
(Jér., 1, 11, 12)*

On relira là-dessus l'admirable livre d'André Néher sur L'ESSENCE DE LA PROPHÉTIE. (1) J'en rappelle deux brefs passages. Le premier insiste sur le fait que le prophète n'est pas confiné à un genre particulier d'expérience religieuse, que sa vocation est de retrouver la transcendance de la foi dans la texture du profane. *L'altération, la pesanteur, la liberté broyée, le martyre, ne sont pas des expériences qui assaillent l'individu prophétique, le surprennent et le mettent en dehors de la destinée commune à tous les hommes. Ce sont des situations par lesquelles il devient véritablement homme, en se dégageant des illusions de la liberté, de l'autonomie, de l'éternité humaine, en signifiant la réalité dure, mais aussi la splendeur magnifiante de la servitude humaine.* Le prophète dénude notre condition d'homme. Mais Néher rappelle aussi l'autre face de la fonction prophétique, ce que j'appellerais sa mission de remplissement du vide d'abord reconnu. *Le prophète est l'homme qui se sait entouré par*

*Dieu, qui ne connaît, ni dans son espace ni dans son temps, d'endroits ou de moments vides de Dieu. Saisissement dans l'effroi ou dans la joie qu'importe! Ce ne sont pas des sentiments qui jouent dans ce destin, mais des réalités. La pesanteur des prophètes signifie la plénitude avec Dieu.*

Ne serait-ce point là une magnifique définition de l'Eglise et de sa parole? Juif, profondément imprégné de sa tradition, M. Néher nous permettra sans doute d'appliquer à la communauté chrétienne une leçon de son peuple où nous reconnaissons nous aussi l'héritage de l'Eglise. Revenir au creux de l'histoire collective et individuelle, débrider la plaie qui est au cœur de l'homme et qui fait son mal et sa grandeur; rappeler aussi que Dieu comble et que sa présence est partout concernée: n'est-ce point la double exigence qui inspire l'engagement du chrétien et que le langage religieux authentique devrait entérier?

Cette critique et cette promesse, c'est ce que nous attendons du langage de notre Eglise. Nous ne demandons pas que le Pape ou les évêques prolongent par des doctrines nos partis-pris politiques. Nous supplions plutôt que notre Eglise enveloppe ces partis-pris dans une plus radicale critique par en-bas et une plus ample promesse par en-haut.

### **Intégrer aux rites les engagements des hommes**

Elle y parviendra en intégrant de plus près à ses rites les engagements des hommes, leurs tentatives quotidiennes pour donner un sens au travail et pour instaurer le règne de la justice. Tâche difficile, je le sais bien, et qui dépasse les réformes liturgiques que nous connaissons. Le rite est commémoration des origines et des fins et, pour ce faire, il emprunte signes et symboles au profane le plus dérisoire. Nos célébrations n'échappent pas à cette règle mais les choix qu'elles font semblent à beaucoup un peu trop rassurants, un peu trop loin des humbles

et terribles combats qui sont les signes et les symboles de notre condition. Elles promettent un achèvement du monde mais sans beaucoup commenter et critiquer ce monde-ci. Elles ne sont pas assez **prophétiques**. Cela explique peut-être que tant de chrétiens considèrent les **pratiques religieuses** comme une routine passivement acceptée ou un vain cérémonial sans rapport avec la quête quotidienne des valeurs.

Y a-t-il là l'exigence d'une nouvelle étape à franchir pour le mouvement liturgique? La question est troublante. Elle implique justement que soient brisées les frontières qui ont jusqu'ici trop isolé les changements rituels de l'ensemble des défis que l'Eglise doit introduire dans les conflits sociaux d'aujourd'hui. Nous aurions tort de détourner le regard devant cette plus ample perspective sous prétexte qu'elle est angoissante. Car se trouve ainsi posée pour l'Eglise l'interrogation qui est celle de l'homme d'aujourd'hui qui, entre ses travaux, ses engagements et ses célébrations, veut entrevoir la continuité d'un sens. Que l'Eglise **dise** cette recherche et qu'elle l'**ouvre** plus grande encore par une étroite conjonction de ses engagements propres et de ses rites: un peuple nombreux y reconnaîtra la tradition et l'avenir de Parole. ●

(1) Presses universitaires de France, 1955

# CHRISTIANISME ET NOUVELLE CULTURE

2

## LE COMBAT DE JACOB AVEC L'ANGE

PAR VINCENT HARVEY

L'homme nouveau qu'il soit chrétien ou non, ne sent pas le besoin de Dieu pour donner **sens** et **moralité** à sa vie. Le Dieu-béquille est donc bien mort; l'homme a retrouvé sa dignité en recouvrant sa liberté par rapport à un Dieu maître du cosmos et de l'histoire, clé de voûte de l'explication du monde et fin ultime de la destinée humaine.

L'univers est là, que je connais encore très mal. Je suis partie de cet univers. Animal plus évolué que les autres qui m'entourent. Je ne connais pas les autres êtres qui existent peut-être sur d'autres planètes, dans d'autres galaxies. Je ne connais même pas l'avenir, sur la planète terre, des dauphins par exemple, dont les possibilités cervicales, disent les savants, demeurent encore insoupçonnées. Dans quelques millions d'années, ce seront peut-être eux les génies, alors que ce que nous appelons aujourd'hui l'homme aura disparu? Dieu ne serait-il pas l'invention d'un être primitif, l'homme, ignorant et conditionné par une culture donnée?

### La "question" de Dieu

Toutes ces questions et beaucoup d'autres m'ont été posées récemment par un jeune du niveau collégial, alors que mon article était entièrement rédigé pour ce numéro de la revue. J'ai donc mis de côté et les quinze pages que j'avais écrites et les réponses toute faites que j'aurais pu puiser dans mon arsenal philosophique et théologique. Eclabousser ce jeune par un verbiage savant eut été facile. Mais quelle malhonnêteté d'adulte, puisque au fond toutes ces questions je les porte en moi, à ma façon, tout croyant que je suis. Et j'ai l'impression de devenir plus croyant en m'interrogeant

davantage. Cela paraît paradoxal. Et ça l'est en effet mais il n'y aurait plus de paradoxe, ni par conséquent de foi chrétienne, si l'on pouvait enfermer Dieu dans un concept et le manipuler à la façon d'une donnée mathématique. Un Dieu qu'on possède, qu'on domestique ou qu'on utilise n'est plus Dieu. Ce serait injuriant pour lui. On ne le fait même pas avec une personne humaine quand on a un peu d'honnêteté intellectuelle et morale, ou tout simplement le sens de la complexité de l'humain.

Si Dieu existe, il doit donc être **tout autre** que ce que je puis en concevoir; autrement il n'y aurait pas de Dieu. En effet, ce que je peux concevoir m'est **inférieur** d'une certaine façon. Je le domine, j'en fais **ma** chose, **mon** concept, **ma** garantie.

Pour le chrétien, Dieu est une question angoissante qui le ronge et le torture... ou devrait le torturer. Combien tout serait beaucoup plus simple si l'on mettait **a priori** Dieu de côté théoriquement et pratiquement. Pratiquement beaucoup de chrétiens le font, théoriquement c'est plus difficile! Etre athée par parti pris, ça peut être tout aussi rassurant et aliénant que d'être croyant par un parti pris culturel inconscient ou par faiblesse psychologique. Dieu n'est pas d'abord une réponse pour l'homme libre; il est avant tout une question **permanente** et **incessante**.

Il y a deux tentations, à mon avis, d'aliénation: la première c'est de se diminuer soi-même et de se mépriser au soi-disant bénéfice de Dieu. Or, Dieu n'a pas besoin de notre humiliation, si vraiment il est Dieu; la

seconde c'est de déifier l'homme en oubliant ses limites et son ambiguïté fondamentale que chacun de nous est bien obligé de constater au cours de son existence, tant chez soi que chez les autres.

A la condition qu'ils vivent à un certain niveau de profondeur, le croyant et l'incroyant qui cherchent se rejoignent dans une interrogation commune dont les modalités varient assez peu en somme. Pour ma part, tout croyant que je sois, je me sens beaucoup plus d'affinité d'esprit avec certains incroyants qu'avec plusieurs frères chrétiens. Face au mystère de Dieu ne sommes-nous pas tous égaux? Ceux qui acceptent de porter douloureusement et dramatiquement la **question de Dieu** ne sont-ils pas de véritables frères en quête de salut?

### La "question" de l'homme

Le cri de Jésus, la veille de sa mort *Mon Dieu, mon Dieu pourquoi m'as-tu abandonné?* n'exprimait-il pas d'abord cette tragique interrogation sur Dieu... et en même temps sur l'homme? Car porter la question de Dieu c'est du même coup porter la question de l'homme.

Dieu n'a sûrement pas besoin de moi pour s'expliquer; autrement il ne serait pas Dieu. A la rigueur, je puis, moi aussi, m'expliquer sans lui. En tous cas, je n'ai pas besoin de croire en Dieu pour être normal et donner un sens à ma vie, voire à ma mort. Que mon existence soit faite d'amour et de service des autres, voilà qui suffit à lui donner un sens. La mort même, si absurde et contradictoire qu'elle m'apparaisse, perd de son aspect dramatique quand elle

termine une vie qui a été utile et dont les effets bénéfiques l'emportent à tout prendre sur les effets maléfiques. On a formé son chaînon; d'autres continueront la chaîne là où on l'a laissée. La mort semble avoir encore plus de sens quand elle n'est pas seulement acceptée mais offerte, sans bavures, pour une cause noble de justice, d'amour et de libération de l'homme. Je pense à Péguy!

De toute façon Dieu n'est jamais au bout de mes raisonnements et l'homme n'est pas encore au terme de mes analyses. La raison ne parviendra probablement jamais à rendre compte de tout l'homme, de tout l'être humain, même avec l'aide de Freud. Ni à dissiper toutes les ambiguïtés de ses motifs. Ni à faire émerger à sa conscience claire ce qui n'est pas catégorisable. Tout homme est mystère pour l'autre; il l'est davantage pour lui-même. En chacun de nous il y a quelque chose d'insondable, une solitude unique, essentielle, une possibilité radicale de **oui** et de **non**, de création de **sens** et de **non-sens** ou d'absurdité. C'est le prix de la liberté humaine et, par conséquent de la dignité de l'homme. Terrible dignité qui peut le conduire à la ruine tout comme à l'autocréation de son être. La ruine c'est le repliement sur soi, l'égoïsme, le narcissisme, le refus d'accéder à l'autre, le refus d'aimer, de donner sa vie pour les autres. *Qui veut conserver sa vie la perd.* Vivre pour soi, pour son confort, pour ses loisirs, pour son *épanouissement personnel*, voilà la pente vers le non-être. Je ne dis pas vers l'Enfer, car je n'y crois guère. Je crois plutôt à la *mort sans espérance* ou à la *seconde mort*, selon les expressions bibliques, c'est-à-dire à une sorte d'auto-néantisation qui est notre oeuvre individuelle et collective.

Par contre, *perdre sa vie c'est la retrouver.* Cette parole de Jésus dont on peut déceler des antécédents dans la pensée antique, m'interroge sur le sens de ma vie, le sens que je **dois** donner à ma vie. Du moins le sens que je **voudrais pouvoir** donner à ma vie.

Je me sens ici coincé entre l'**idéalité** et la **réalité**. L'idéalité est très liée à la conscience de soi, comme le souligne avec justesse Jean Kamp

(SOUFFRANCE DE DIEU, VIE DU MONDE. Casterman 1971, p. 108): *Etre conscient c'est savoir qu'on n'est pas tout ce qu'on devrait ou ce qu'on voudrait être: c'est savoir qu'on n'est pas heureux parce qu'on n'est pas pleinement. La conscience est faite de ce regard intérieur par lequel la personne se heurte à elle-même, voit, sait qu'elle est et qui elle est; sait aussi qu'elle n'est que ce qu'elle est: qu'elle est finie. La perception de ce qui est fini ne se fait que sur fond d'infinitude, c'est-à-dire sur ce qui est à la fois l'illimité et l'irréel: le possible, et illimité parce qu'irréel encore. C'est la nature profonde de l'esprit que de se mouvoir entre le réel et l'irréel, entre le fait — la réalité — et ce qu'il y a à faire: l'idéalité. La conscience est, indissociablement, découverte du fini comme réalité, de l'infini comme désir, comme irréalité. Toute conscience est liée à la découverte de ce qu'elle n'est pas. Et si cette négativité est souffrance, elle est aussi ouverture, perspective, horizon, espérance: elle est sens. Entre mon idéalité et ma réalité il y a donc un fossé qui m'apparaît infranchissable. J'ai conscience que mon être véritable se situe dans la sphère de l'idéalité qui est la sphère du sens, et pourtant je suis forcé de constater que mon existence je la vis au niveau **fini** et **in-signifiant** de la réalité quotidienne. Pourquoi ce déchirement intérieur? Cet écartèlement essentiel? Cette interpellation constante d'un absolu? Faut-il que chacun de nous fasse, comme Jacob, l'expérience de lutte avec l'ange, c'est-à-dire avec Dieu?*

Dieu et l'homme, ce sont deux libertés qui se fuient, s'affrontent, s'attirent l'une l'autre et cherchent à se rencontrer sans y parvenir, parce qu'elles craignent l'aliénation.

Pourtant la liberté divine a pris l'initiative de la rencontre en Jésus sans risquer l'aliénation. Dieu s'est dépouillé de sa divinité et s'est fait *néant* pour les hommes. Mais en Jésus, la réalité a finalement coïncidé avec l'idéalité, dans la résurrection. Parce que le *pour les autres* avait été total. Mais aussi parce que le divin qui est au coeur de tout homme comme désir et aspiration d'infini a été réalisé ontologique-

ment en lui. Il est devenu **Esprit et Dieu est esprit**.

Ces réflexions sur Dieu et sur l'homme procèdent probablement d'une mentalité pré-séculière comme me le faisait remarquer un confrère. Ce ne serait donc pas un cheminement à proposer à l'homme séculier qui relativise ce type de réflexion par trop métaphysique ou intellectualiste sur les bords.

L'homme séculier veut prendre la vie à pleine mains. Il est davantage sensible à la **positivité** des êtres, au bonheur quotidien qu'il trouve sur sa route: **l'important c'est la rose**, la rose qui passe. Prenons le temps de la regarder, de l'admirer et de humer son parfum. Pourquoi *s'enfermer* dans la conscience malheureuse? Faisons plutôt des choses pour améliorer le sort actuel de l'homme, lui procurer du pain et du bonheur. Quant aux questions qui n'ont pas d'utilité *pour le moment*, ne nous aident pas à vivre le **moment présent**, pourquoi ne pas les mettre entre parenthèses au nom d'un sain pragmatisme?

C'est une tâche urgente du christianisme de trouver des points d'insertion dans la nouvelle culture. La **positivité** de l'être a toujours été une voie d'approche du mystère de Dieu dans les cultures occidentales, qui prend appui soit de préférence sur l'objet ou l'extramental comme chez Aristote et Thomas d'Aquin, soit de préférence sur l'intériorité du sujet comme chez Augustin, Descartes, Kant, Hegel, Heidegger... Mais cette voie de la positivité et de l'analogie a toujours eu son pendant ou son complément, du moins chez les penseurs chrétiens, dans l'affirmation de *l'incompréhensibilité de Dieu*, et de l'impossibilité de le conceptualiser. Et chaque fois que des pseudo-philosophes et des pseudo-théologiens ont mis Dieu en concepts, ils ont fait acte de **vandalisme** non pas tant à l'endroit de Dieu qu'à l'endroit de l'homme en restreignant le champ de sa conscience.

## L'espérance de l'homme

La foi au Dieu de Jésus demeure très liée à l'espérance de l'homme.

Comment peut-on envisager l'espérance dans cette vie de la **positivité** de l'être? Autrefois on privilégiait les situations-limites comme points d'insertion de l'espérance chrétienne: la maladie, la mort, les fléaux, les accidents, la guerre, etc. Aujourd'hui, on sait fort bien que plusieurs de ces maux peuvent être sinon complètement éliminés, du moins passablement amoindris par les efforts et les techniques de l'homme. Encore que le nazisme, le massacre de My Lai, la génocide du Biafra et, actuellement, du Bengale soient de nature à nous enlever certaines illusions.

On pourrait alors être tenté de privilégier, comme approche de l'espérance chrétienne, celle de l'achèvement du mouvement de vie dans lequel nous sommes immergés. Les valeurs que nous vivons intensément porteraient en elles-mêmes un appel à une continuité par-delà le phénomène de la mort. *Dieu a tout créé pour que tout subsiste* dit le livre de la Sagesse. Cette confiance dans la victoire de la vie, dont nous expérimentons les conquêtes sans cesse grandissantes dans notre existence, serait une voie d'approche plus *parlante* et plus dynamique que la première qui s'appesantit sur le mal et les échecs de l'homme.

S'il n'y a aucun doute que l'approche positive, par la vie, de l'espérance chrétienne, rend mieux compte d'une certaine expérience de l'homme moderne, on verserait cependant dans une sorte d'idéalisme si on oubliait le côté sombre de notre existence: le péché, notre incapacité radicale à rejoindre nos idéaux, le vieillissement, la solitude, l'égoïsme des individus et des collectivités, et finalement l'inévitable mort. Un ami souffrant d'un cancer généralisé exprimait ainsi ses impressions: *Tout se relativise, toutes les valeurs qui ont peuplé mon existence, même l'amour de ma femme perd son caractère d'absolu.*

Les deux approches de l'espérance sont complémentaires et ne peuvent pas être séparées l'une de l'autre. Car l'espérance chrétienne doit donner un sens à la fois à nos réussites et à nos échecs qui tissent la trame de nos existences individuel-

les et collectives. La vie que nous portons ne peut d'elle-même éliminer tous nos échecs, surtout celui de la mort. Si tenace que soit la vie, la mort est une brisure et une absurdité, à moins qu'après celle-ci, l'expérience de salut déjà à l'oeuvre dans la vie ne soit continuée et portée à son achèvement sous un mode nouveau qui échappe à nos perceptions actuelles. Autrement le monde reste cassé et les aspirations d'infini de l'homme ne sont que de perpétuelles frustrations et la contradiction au coeur même de l'homme.

Certes, on ne peut déduire cette espérance de nos raisonnements humains. On peut tout au plus discerner une convenance, une possibilité, un désir et un appel. Mais ce désir et cet appel sont souvent éveillés en nous par un amour, une tendresse, une amitié, un témoignage de bonté exceptionnelle, de dévouement inconditionnel. L'espérance n'est guère possible à ceux qui n'ont jamais été aimés. Bonheoffer écrivait: *Certains hommes ont été tellement maltraités par la vie, dès leur jeunesse, qu'ils ne se permettent plus de nourrir de profonds désirs; ils ont perdu l'habitude d'étendre leurs efforts sur de longues périodes et, en compensation, ils se procurent des joies à court terme, satisfont des besoins plus faciles à assouvir. C'est là le destin des couches prolétariennes, et la ruine de toute fécondité intellectuelle* (Résistance et soumission, 1963, p. 81).

D'où l'on voit que le salut est en un sens notre oeuvre et que la praxis chrétienne est l'amour. Rien de très neuf en tout cela; mais ce sont de telles vérités élémentaires que l'on découvre **vitalement** au cours de son existence.

## Cheminements divers

Ce qui me réjouit le plus dans la nouvelle culture, c'est cette recherche de la fraternité, du partage, et du dévouement pour la justice et l'égalité entre les hommes. Par ce chemin chacun découvrira Dieu à sa façon, et selon des cheminements intellectuels qui pourront varier considérablement de l'un à l'autre. Je connais des jeunes qui tout spon-

tanément croient en Dieu, par une sorte d'intuition qui n'éprouve pas, pour le moment du moins, le besoin d'un interrogation de type métaphysique. Pour eux, peut-être que le combat de Jacob ne se produira pas. Ceux-là trouvent des **signes** de Dieu dans leurs contacts avec les hommes, avec la nature et à travers la gratuité de certains gestes. Ils ne se préoccupent guère d'ailleurs d'une cohérence intellectuelle ou d'une *orthodoxie* quelconque. Ils s'accommodent assez bien, à la rigueur, de Bouddha et de Jésus. Ils choisissent les formules et les symboles à travers lesquels ils peuvent exprimer leur croyance.

Un premier danger qu'on peut craindre dans une telle attitude, c'est la fuite dans le *religieux* et la démission en face des tâches terrestres et, donc, **politiques**, qui relèvent de l'espérance humaine fondamentalement et, par conséquent, de l'espérance chrétienne. On retomberait ainsi dans le défaut qu'on a reproché à certaines religions et notamment au christianisme.

Un second danger, c'est le syncrétisme religieux dont les expériences au cours de l'histoire ne se sont pas toujours révélées heureuses: il y eut des gains, mais aussi des pertes. Peut-on faire l'économie d'une certaine cohérence intellectuelle, donc d'une certaine sagesse en christianisme? La **praxis** chrétienne elle-même l'exige, me semble-t-il.

D'autres, cependant, continuent et continueront à s'interroger sur Dieu et sur l'homme tant croyants qu'incroyants. Ils reprendront, pour leur part, le combat de Jacob. A ceux-là, je me permets de signaler deux volumes fort intéressants qui viennent de paraître, chez Casterman: Olivier Rabut, **LE MAL, QUESTION SUR DIEU**, et Jean Kamp, **SOUFFRANCE DE DIEU, VIE DU MONDE**. ●

6546-129  
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE  
RUE ST-DENIS  
REAL 129 QUE

# LETTRE À des pusillANIMES

Je sais que maintenant la critique est maîtresse et que le désordre est si grand que la critique elle-même est la proie d'une espèce d'anarchie. Mais plusieurs témoins de ce temps chaotique, affolés par ce spectacle, n'expriment au fond que leur désarroi et, en guise de leçon, se bornent à renvoyer sévèrement au monde actuel le coup du scandale qu'ils éprouvent. Cela ne fait pas une leçon.

Ils se liguent contre la contestation, parce que celle-ci, forcément, nourrit, quelle qu'elle soit, un feu dévorant. Rappelant de tous leurs vœux un principe d'ordre, qui était la cohérence d'une société maintenant jugée, ils remontent d'une manière ou d'une autre vers le passé. Qui, vers un passé pastoral. Qui, vers le capitalisme. D'autres, vers l'autorité comme principe d'harmonie, ce qu'elle n'a jamais été et n'a jamais pu être. D'autres enfin, participant au pouvoir, fustigent, châtient, ordonnent, contraignent, s'imaginant que le pouvoir et sa puissance peuvent rétablir le consentement ancien ou en tenir lieu. Mais ce faisant, tous appellent à la rescousse précisément la légitimité d'hier, qui est pour une grande part l'illégitimité présente. Tout ce qu'ils feront donc réellement revivre, c'est la force, ou bien l'image. C'est pourquoi nous les disons fascistes, pour certains; intégristes, pour d'autres. Ou encore simplement provinciaux, pour quelques-uns.

Il faut épouser cette époque agitée et non pas l'éluder. C'est à travers les idées nouvelles qu'il faut trouver une voie, difficile, incertaine, équivoque, périlleuse, mais réelle. Je ne fais pas pour autant une confiance excessive aux idées actuelles et j'aime bien aussi d'anciennes idées. Mais c'est dans la forêt des idées nouvelles que l'homme, s'il peut se permettre quelque espoir, se fraye un chemin. L'histoire, même celle de l'esprit, s'avance dans le temps, en employant les matériaux qu'il fournit. L'histoire, non plus que l'esprit, ne s'écrit au passé.

Que faut-il dire? Que faut-il faire? Il faut s'efforcer à chaque moment de dire plus et mieux, de faire davantage et mieux, que ce que l'époque elle-même tente d'exprimer et d'accomplir. Les idées actuelles ne forment pas une somme; le projet n'est pas de l'avenir déjà fixé; la civilisation qui se fait n'est pas faite. Toutes les idées sont trop courtes: c'est une erreur commune à la réaction et à la révolution que de croire le contraire. Seulement, les formes neuves sont dans une grande mesure la vérité de ce qui a changé. C'est sur cette nouveauté qu'il faut travailler. Désespérer de la situation au nom d'un ordre ancien, c'est réellement désespérer de l'homme, car le mieux ne s'accomplira pas à rebours. Il faut nourrir, activer, agrandir, approfondir, élever le devenir, plutôt que de se dépenser pour une cause déjà perdue.

Le résultat le plus clair de la réaction, c'est de priver de philosophie l'avenir tout entier.

PIERRE VADEBONCOEUR

BIBLIOTHÈQUE  
NATIONALE  
19 JUL 1971  
PÉRIODIQUES